Depuis 1928, le seul hebdomadaire de langue française en Alberta

Le Franco

Vol. 32 no 8 | Edmonton, semaine du 20 au 26 février 1998 | 16 pages | 60c

Recours à la Cour suprême

L'ACFA dénonce la stratégie fédérale

FRANÇOIS PAGEAU

Edmonton

L'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA) a joint sa voix à celle de Claude Ryan et de Daniel Johnson pour dénoncer le recours à la Cour suprême du Canada par le gouvernement fédéral dans le dossier d'une éventuelle souveraineté du Québec.

C'est le message livré par Louisette Villeneuve, présidente de l'ACFA, lors d'une conférence de presse convoquée le 12 février dernier. «Si l'on veut clarifier les règles du jeu lors du prochain débat référendaire, il est possible de le faire sereinement, sans recourir au plus haut tribunal du pays, soutient Mme Villeneuve. Nier le droit démocratique des Québécoises et Québécois à choisir leur avenir n'est pas un enjeu légal, c'est un enjeu politique. Il serait beaucoup plus constructif de poser des gestes concrets en faveur du fait français au Canada que de créer un cadre juridique pouvant justifier le recours à la force si nécessaire pour faire respecter un jugement de la cour», constate la présidente de l'ACFA.



Photo: François Pageau

Louisette Villeneuve, présidente de l'ACFA provinciale et Georges Arès, directeur général.

Ce recours à la Cour suprême dans le dossier d'une éventuelle séparation du Québec s'inscrit dans la stratégie du Plan B mis de l'avant par Stéphane Dion, ministre responsable de l'Unité canadienne et ardent défenseur de la ligne dure envers les souverainistes québécois.

«Nous sommes d'ardents fédéralistes, affirme Mme Villeneuve. Nous voulons que le Québec reste au Canada par choix et après avoir négocié une place juste et équitable pour le peuple canadien-français, dont nous sommes membres. Utiliser la loi pour repousser la possibilité de la sécession du Québec équivaut à baisser les bras devant nos adversaires souverainistes. C'est d'abandonner l'espoir d'un pays où les francophones auront leur juste place partout au Canada. Quel que soit le jugement de la Cour suprême, les Canadiennes et Canadiens ne seront pas plus avancés dans le dossier de l'unité nationale. Ce choix doit être fait lors d'un débat clair. Il ne sert à rien de polariser le débat. On ne bâtit pas un pays par la force.»

La prise de position de l'ACFA provinciale s'inscrit avec beaucoup d'à propos dans le débat actuel puisque la Cour suprême a commencé à entendre la cause le 16 février dernier. La présidente a ainsi eu l'occasion de faire entendre son message sur le réseau de *Radio-Canada*, à *CTV* à Montréal. Même les éditorialistes du *Winnipeg Free Press* ont commenté les affirmations de Mme Villeneuve.

Cette prise de position risque de ne pas être populaire en dehors du Québec, bien qu'elle soit au diapason de celle prise par le Parti conservateur du Canada et le Parti néo-démocrate fédéral et qui appuie la démarche effectuée par Claude Ryan et Daniel Johnson. Un député réformiste d'Edmonton, Peter Goldring, n'a d'ailleurs pas tardé à se prononcer sur la question en affirmant, le lendemain de la conférence de presse, qu'on devrait couper les subventions de l'ACFA et que cette dernière devrait se contenter de faire la promotion de la langue française.

Selon Anne McLellan, ministre fédérale de la Justice et députée libérale d'Edmonton, les Franco-Albertains ne comprennent pas bien ce qui motive le fédéral à porter la cause devant la Cour suprême: «Ce que nous cherchons à faire est de s'assurer que tous les Canadiens comprennent bien le contexte légal dans lequel s'inscrirait une décision des Québécois (sur leur avenir au sein de la fédération) dans l'éventualité d'un autre référendum.»

La fédération des communautés francophones et acadienne du Canada, la FCFA, un organisme qui représente les communautés francophones sur la scène nationale, n'a pas encore fait connaître sa position dans ce dossier.

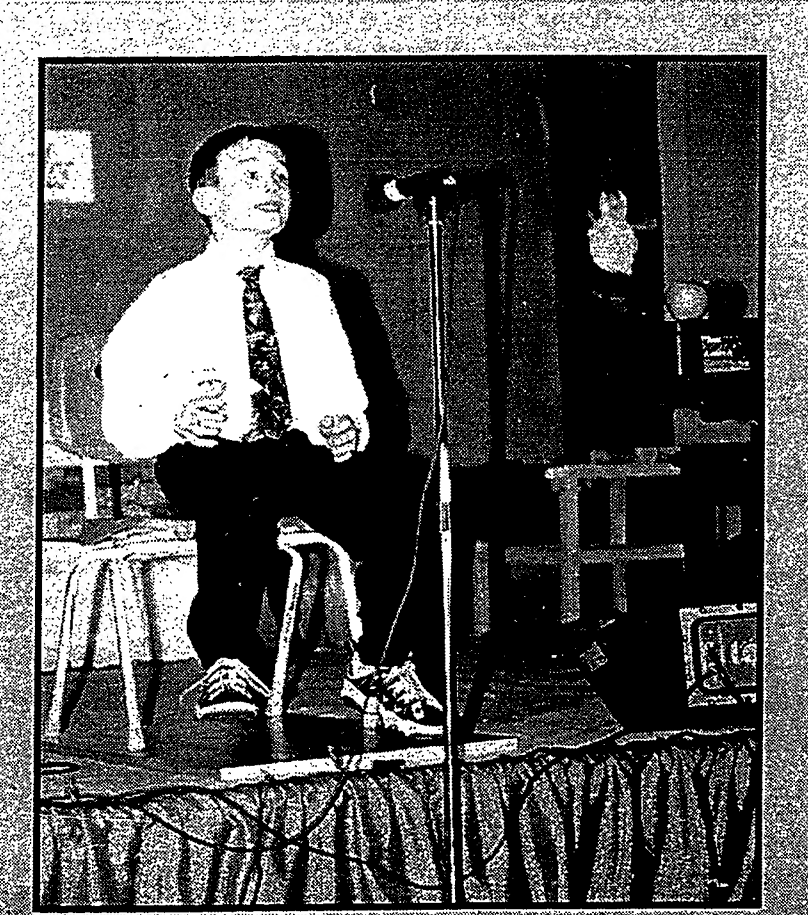


Photo: Sophie Savoie

C'est la fête!

C'est le 12 février dernier que l'école Héritage inaugurait officiellement ses nouveaux locaux dans l'ancien collège Notre-Dame de Falher. On soulignait également le dixième anniversaire d'existence de l'école, anciennement située à Jean-Côté.

Sur la photo, on reconnaît le jeune Marc André Fillion qui y va d'un chant folklorique tout en s'accompagnant en tapant du pied.

Tous les détails de la soirée en page 7.

Cette semaine...

Courrier de deuxième classe
Enregistrement 1881

"Je ne sais pas quelle est la clé du succès, mais la clé de l'échec est sûrement de chercher à plaire à tout le monde."

- Bill Cosby

Français et Internet:

Il reste encore du chemin à parcourir

YVES LUSIGNAN

Ottawa

Le français n'a pas toujours la cote sur Internet. La preuve: des internautes et des entreprises francophones n'hésitent pas à s'afficher en anglais seulement, pour cause de mondialisation.

«C'est un réflexe tout à fait naturel. La clientèle mondiale au niveau des inforoutes est multilingue et il y a une langue qui est favorisée par tous, c'est l'anglais,» constate le directeur général du Centre international pour le développement de l'inforoute en français (CIDIF) d'Edmundston, au Nouveau-Brunswick.

Selon Jocelyn Nadeau, il s'agit d'une question de survie pour les entreprises francophones qui tentent de percer de nouveaux marchés: «Si on veut vendre en Chine, au Japon, en France, en Angleterre ou aux États-Unis, il faut s'afficher en anglais sur Internet.»

Plutôt que de chercher à renverser cette tendance, M. Nadeau pense qu'il est préférable de démontrer auprès des utilisateurs qu'il est tout aussi important de s'afficher en français sur le Web. Il cite l'exemple de la multinationale canadienne Téléglobe Canada, dont le site Web est d'abord en français, avec possibilité d'accès à une version anglaise. A l'inverse, il existe des entreprises francophones dont le site principal est en anglais.

Sa longue expérience de navigation sur Internet lui a aussi permis de constater que la qualité de la langue est l'un des grands problèmes des sites en français: «Si on ne peut pas écrire sur papier deux phrases sans faute, on ne pourra pas plus le faire sur Internet,» fait remarquer M. Nadeau.

La situation est, dit-il, généralisée sur les sites personnels. Mais on retrouve aussi des fautes de français sur les sites corporatifs d'entreprises. Il se glisse parfois des coquilles, mais on retrouve aussi des anglicismes, ou de mauvaises structures de phrases.

Même si le Commissaire aux langues officielles a déposé en décembre 1996 un rapport sur l'utilisation d'Internet par vingt institutions fédérales, on constate encore des différences quant à la qualité et la quantité des informations disponibles en français et en anglais.

Il est parfois difficile de correspondre en français avec des fonctionnaires fédéraux. Les fautifs donnent comme excuse que le logiciel de leur ordinateur est incapable de lire les caractères accentués en français. Or, dit Jocelyn Nadeau, il suffit simplement de changer de logiciel pour résoudre le problème. D'autres fonctionnaires écrivent sans respecter les accents en langue française. Le pire, c'est que la situation est semblable dans les autres pays francophones: «Je reçois des communications de la France et de l'Afrique francophone et il y a le même problème».

Pour ce qui est des logiciels de traduction, il est préférable d'en faire son deuil. C'est que l'ordinateur traduit «sans réfléchir», sans respecter le sens culturel des mots. Le CIDIF a d'ailleurs tenté l'expérience avec l'expression *Super Bowl* qui, comme on le sait, réfère à la grande finale du football américain. L'ordinateur a bêtement traduit par *Cuvette spéciale*?

M. Nadeau reconnaît qu'il est difficile d'évaluer avec précision la place du français sur Internet. Les recherches effectuées par le CIDIF indiquent cependant que le contenu canadien en langue anglaise est six fois plus important qu'en langue française.

Ceci dit, M. Nadeau ne pense pas qu'Internet puisse favoriser l'acculturation des francophones: «C'est le contraire. C'est une opportunité qui se présente à toutes les nations du monde. On le voit, l'espagnol est en train de progresser de façon fulgurante sur Internet. Le français aussi. Toutes les langues nationales sont maintenant à peu près présentes sur Internet.»

Et le français est la deuxième langue la plus courante sur le Net, derrière l'anglais, mais en compétition avec l'espagnol, l'allemand et le japonais.

Assurance-emploi

Certains travailleurs saisonniers s'adaptent à la réforme

YVES LUSIGNAN

Ottawa

La nouvelle Loi sur l'assurance-emploi qui est entrée progressivement en vigueur le 1er juillet 1996, semble inciter des travailleurs saisonniers de l'Atlantique à travailler plus longtemps.

Un premier rapport préliminaire de contrôle et d'évaluation du Régime d'assurance-emploi, produit pour le compte du ministère du Développement des ressources humaines, indique que beaucoup de prestataires ont trouvé deux semaines de travail supplémentaires après l'adoption de la nouvelle loi.

L'étude du comportement des travailleurs dans quatre collectivités de l'Atlantique fait état d'une progression du nombre de demandes d'assurance-emploi faisant état de deux semaines de travail supplémentaires.

Toujours selon ce rapport, un certain nombre d'employeurs de l'Est auraient tout simplement accru le nombre d'heures de travail de leurs employés, pour éviter que ces derniers soient pénalisés par le nouveau régime. D'autres travailleurs auraient intensifié leurs démarches en vue de travailler quelques semaines de plus.

Selon la formule dite du «dénominateur minimum», les prestations d'assurance-emploi sont réduites si les prestataires ne travaillent que le nombre minimum d'heures pour être admissibles. Le système fait en sorte que les travailleurs, peu importe l'endroit au pays, sont fortement encouragés à travailler le plus longtemps possible.

On constate aussi une baisse du nombre de fraudes par des prestataires. Depuis la mise en oeuvre de la Loi sur l'assurance-emploi, environ 16 500 prestataires de moins ont été pénalisés pour fraude, alors que la valeur des amendes a baissé de presque 20 millions de dollars.

A l'inverse, le nombre d'amendes imposées aux employeurs a augmenté de 21%, alors que la valeur des amendes augmentait de 97% pour atteindre 2 millions de dollars. Les auteurs du rapport refusent toutefois d'attribuer la baisse du nombre de fraudeurs et la hausse de la valeur des amendes à la réforme de l'assurance-emploi, même si la nouvelle loi est plus sévère à l'endroit des fraudeurs.

La situation du français comme langue d'usage est relativement précaire au sein des Centres de ressources humaines. C'est que pas moins de 47% des répondants franco-phones qui ont participé à l'enquête ont dit préférer recevoir de l'information...en anglais!

La majorité des Centres des ressources humaines ont déclaré recevoir un nombre limité de demandes de services dans la langue officielle de la minorité. Résultat: même si la formation professionnelle est disponible en français, la demande est trop faible pour justifier une telle

Ski de fond:

Un brillant avenir pour cet athlète de Red Deer!

CLAIRE HÉLIE

Red Deer

Stefan Duret, un jeune athlète de Red Deer, a dernièrement décroché la première place en ski de fond lors des demi-finales des Jeux de l'Alberta, dans la catégorie Midget, pour l'épreuve du 5 kilomètres.

La finale des Jeux de l'Alberta se déroulera la première fin de semaine du mois de mars, soit les 7 et 8 mars prochains, au mont Shark, à Kananaskis et Stéphan a bien des chances de remporter l'épreuve.



Photo: Claire Hélie

Stephan Duret de Red Deer est présentement en train de se forger un nom dans le monde de la relève du ski de fond en Alberta.

Chez la famille Duret, le ski de fond est un sport de famille et tout le monde y excelle. Aujourd'hui âgé de 13 ans, Stephan a fait ses débuts vers l'âge de 6 ans et s'adonne à la compétition depuis maintenant deux ans. Il s'entraîne deux fois par semaine au Club de golf Riverbend de Red Deer afin de se préparer pour les nombreuses compétitions auxquelles il participe. En effet, tout au long de la saison estivale, Stephan prend part à différentes compétitions et ce, d'un bout à l'autre de la province.

Excellant surtout dans le ski patin, il spécifie qu'il aime les deux techniques: «J'aime bien les deux techniques, le ski classique et le ski patin, mais je suis meilleur en ski patin, car je suis plus rapide», dit-il. C'est d'ailleurs dans cette dernière catégorie que Stefan a remporté les honneurs lors des demi-finales des Jeux de l'Alberta. C'est d'ailleurs sa vitesse qui a joué contre lui lors de la première épreuve de la semi-finale des Jeux: plutôt que de skier les 3,75 kilomètres qui était demandés, l'étudiant de l'école La Prairie a parcouru 5 kilomètres, avec comme excuse qu'il n'avait pas eu le temps de voir les affiches!

La fin de semaine prochaine, Stefan participera aux Jeux d'hiver (Winter Games) qui se dérouleront à Red Deer les 19, 20 et 22 février. Les compétitions auront lieu au Club de golf Riverbend où le jeune athlète représentera le club de ski de fond *Parkland*, dont il fait partie.

D'ici là, Stefan écoute attentivement les Olympiques afin de bien visionner les techniques de son idole, le norvégien Bjorn Daehlie, médaillé d'or du championnat du monde qui se tenait en Norvège en 1997. Le champion vient d'ailleurs tout juste de remporter l'épreuve du dix kilomètres classique aux Jeux olympiques de Nagano.

Une visite remarquée de Jean Chrétien

Le forum des gens d'affaires aura des suites

PASCAL DUBÉ

Winnipeg

Développer un circuit touristique francophone pan-canadien, créer un répertoire des entreprises francophones au pays et assurer le suivi au forum, voilà les principales recommandations issues du deuxième Forum des gens d'affaires francophones du Canada.

Réunis les 12, 13 et 14 février à Winnipeg, les participants au forum, venus des dix provinces et des deux territoires, ont pu profiter de l'événement pour échanger, faire des affaires et obtenir de l'information sur les quatre thèmes majeurs du forum: le tourisme patrimonial; tourisme vert; valeur ajoutée; et les rues principales et les écono-musées.

Qualifié de grands succès par les organisateurs, le forum a obtenu un appui remarqué des différents paliers politiques, puisqu'on y a vu la ministre du Patrimoine, Sheila Copps, le secrétaire d'État à la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien, Ronald Duhamel, le ministre délégué à la francophonie du Manitoba, Darren Praznik et le premier ministre, Jean Chrétien, a même visité le salon d'affaires vendredi en fin de matinée.

Les participants ont profité de ces assises pour établir des contacts et faire des affaires. Certains ont cependant déploré avoir manqué de préparation et avoir perdu du temps à repérer les gens avec qui ils pouvaient faire des alliances stratégiques. On a ainsi souhaité que les prochains forums soient précédés des rencontres régionales préparatoires qui pourraient d'ailleurs avoir lieu sur place, juste avant l'ouverture officielle.

Photo: François Pageau

Jean Chrétien a rencontré les gens de l'Alberta. On reconnaît Louisette Villeneuve, Pierre Brault, Martin Blanchet et Georges Arès.

En tourisme, dans une de ses recommandations, le Québec demande la création d'un comité national qui assurerait la création du circuit touristique francophone canadien. Un représentant de chacune des régions siégerait à ce comité. Le sous-groupe du comité de suivi du forum devra être doté des moyens nécessaires pour réaliser le projet», souligne le porte-parole pour la Belle Province. Ce comité pourra notamment aider au développement du produit touristique acadien et à la mobilisation du corridor de l'Ouest qui ont été soulevé par les responsables des régions concernées.

Les organisateurs du deuxième Forum avaient déjà prévu la nécessité d'assurer le suivi puisque c'était une des plus grandes lacunes du forum tenu en Beauce, en 1996. Ils ont proposé que le comité national de développement des ressources humaines du Canada, qui réunit les francophones et des représentants des quatre ministères fédéraux, en soit chargé.

Les représentants de l'Ouest canadien ont exprimé le souhait de développer davantage de liens avec le Québec en ce qui a trait au secteur de l'éducation et de la formation professionnelle. Ils ont aussi invité les responsables des prochains forums économiques à porter une attention particulière à la présence des femmes dans la planification stratégique.

Pour ce qui est de l'Alberta, le Forum aura permi aux représentants de s'asseoir pour discuter avec les nouveaux membres de la délégation.«Ça nous a permi de discuter de développement économique et touristique entre nous, explique Pierre Brault, directeur général de la Chambre économique de l'Alberta. Ça a créé un regain de motivation pour poursuivre le travail, notamment à Calgary et Rivière-la-Paix.»

La délégation de l'Alberta était composée de Richard Primeau, Evens Lavoie , Normand Dubé, Gilbert Proulx, Martin Blanchet, Ben Van de Walle, Camille Bérubé, Nicole Jakobs, André Boudreau et, bien sûr, Pierre Brault.

Le prochain forum pourrait bien se tenir à Moncton, au Nouveau-Brunswick. La rencontre pourrait s'inscrire dans le cadre du Sommet de la francophonie qui s'y tiendra à l'automne de 1999.

Rappelons que Winnipeg a accueilli d'autres réunions importantes à l'occasion de ce forum. Les présidents et présidentes des organismes francophones nationaux y ont tenu leur conseil national. Les fonctionnaires provinciaux et fédéraux responsable de la francophonie ainsi que les bureaux de traduction des différentes provinces tenaient aussi des réunions. Toutes ces rencontres ont coïncidé avec la tenue du Festival du Voyageur, qui a débuté le 13 février à Saint-Boniface.

Deuxième Forum économique:

Des ententes d'un bout à l'autre du pays

PASCAL DUBÉ

Winnipeg

Les 425 délégués et invités qui ont assisté au deuxième Forum des gens d'affaires francophones du Canada n'en sont pas sortis les mains vides. En effet, à la clôture de l'événement le 14 février en après-midi, selon les organisateurs, 51 ententes avaient été recensées entre 113 entreprises et/ou organismes à vocation économique.

Yves Carrier du Nouveau-Brunswick et Pierre Fournier du Yukon font partie de ceux qui ont conclu une entente. Œuvrant tous deux dans le secteur du tourisme d'aventure, les entrepreneurs vont échanger des informations sur l'équipement disponible et les clientèles cibles. «Nous faisons essentiellement la même chose, mais aux deux extrémités du pays», explique le guide des Aventures dans la Vallée de l'Aigle au Nouveau-Brunswick, Yves Carrier.

C'est en passant devant le kiosque du Yukon que Yves Carrier s'est rendu compte du potentiel d'échange. «Pierre Fournier avait monté une tente pour le camping d'hiver comme je n'en avais jamais vues. Son produit m'intéressait. En discutant, nous nous sommes rapidement rendu compte que nous avions beaucoup à gagner en faisant affaire ensemble.»

«Les gens qui font du tourisme d'aventures chez nous, explique le responsable de Sunshine Valley Guest Ranch au Yukon, Pierre Fournier, sont essentiellement les mêmes qui vont aller faire du camping sauvage chez Yves Carrier au Nouveau-Brunswick. Si nous pouvons échanger des informations sur nos clientèles, nous pourrons leur offrir un bien meilleur produit.»

Pour la famille Rémillard de Saint-Cuthbert, dans les Laurentides, la prochaine saison des sucres s'annonce très occupée. «Nous avons conclu des ententes avec des gens d'à peu près partout au pays pour notre sirop d'érable, mentionne le propriétaire de la ferme Valrémi, Jules Rémillard. La production complète de notre prochaine récolte des sucres est déjà toute vendue», ajoute l'entrepreneure Collette Rémillard.

Pour répondre à la demande, ils devront acheter du sucre d'érable d'autres producteurs. «J'ai conclu une entente avec une dame de la Colombie-Britannique qui va utiliser les produits de l'érable pour effectuer une levée de fonds, mentionne le producteur. J'ai pu ensuite m'entretenir avec Olivier Combret, un producteur de vin, pour m'informer des coûts de transport de la marchandise.»

Par contre, les affaires n'ont pas aussi bien fonctionné pour ses vins produits à base d'eau d'érable. «J'ai été déçu d'apprendre que les règles des sociétés des alcools des autres provinces sont semblables à celles du Québec. Même si j'en ai vendu plusieurs bouteilles et fait quelques ententes, il demeure presque impossible de commercialiser notre vin, explique Jules Rémillard. Pour y arriver, il nous faudra réduire nos coûts de production et répondre aux normes de la Société des alcools du Québec avant de l'exporter.»

La fin de semaine a également été fertile en échange de toutes sortes. Ainsi, Françoise Maynard-Jussaume de l'Oasis du vieux palais de l'Assomption au Québec, est enchantée d'avoir pu rencontrer des représentants de Parcs Canada. «J'essaie depuis longtemps d'établir de meilleurs contacts avec Parcs Canada, explique-t-elle. Le forum m'a aussi donné une meilleure idée de ce qui se fait en tourisme dans les autres provinces.»

«J'ai fait un marché avec madame Yvette Finn du Nouveau-Brunswick, raconte Daniel Cuerrier, représentant de l'Association des francophones des territoires du Nord-Ouest. Elle voulait acheter une poupée inuite que nous avions à notre kiosque. Comme la poupée ne m'appartient pas, je n'ai pas pu la lui vendre, mais nous avons fait une entente. Au prochain forum qui aura probablement lieu à Moncton, je lui apporterai une poupée semblable en échange d'une caisse de homards.»

ÉDITORIAL

Beaucoup de bruit pour rien

Le budget provincial est arrivé, amenant avec lui la confirmation que le gouvernement de Klein n'a jamais eu l'intention de suivre la direction que lui suggéraient les Albertains dans la foulée du *Growth Summit* de septembre dernier.

On décide en effet de réduire les impôts de 1,5 % pour la moyenne des Albertains, ce qui se traduit par une moyenne de 100$ de moins par famille. En lisant entre les lignes, on comprend que l'aile droite du Parti conservateur, que Klein avait tenté de contourner en mettant sur pied le mécanisme de consultation du Growth Summit en septembre dernier, a réussi malgré tout à imposer son agenda au détriment des priorités dégagées par les participant à ce sommet et qui mettaient résolument l'accent sur une priorisation des services de santé et d'éducation en Alberta. Autre élément perturbant de ce budget: l'absence d'aide supplémentaire pour les municipalités de la province. À quoi riment de minimes baisses d'impôts au palier provincial quand on sait que les municipalités, prises à la gorge, sont en train de hausser leurs taxes, et que les citoyens paieront la facture?

Cette réduction d'impôts se comprend mieux lorsqu'on sait que le gouvernement de l'Ontario a réduit son taux de taxation et qu'il était, avant le dépôt du budget de Stockwell Day, le plus bas au pays. Comme l'Alberta tenait à sa réputation, il fallait agir sans délai.

Il y a malgré tout quelques mesures intéressantes dans ce budget: hausse de 5,5 % des dépenses en éducation et de 5,3 dans la santé. Et s'il y a une mesure qu'il faut applaudir, c'est l'injection de 20 millions de dollars dans le budget des services sociaux destinés à l'enfance, un domaine ou la sauvagerie des compressions avait laissé un département dévasté, débordé, inapte à pallier aux situations scandaleuses qui existent dans la province et qui ont fait la manchette des journaux cette année. Souvenons-nous que le nombre de cas a augmenté de 46% depuis 1993, année où le gouvernement a commencé ses coupes dans le système de bien-être socialLes autres mesures proposées sont secondaires et n'apportent aucun changement significatif au tableau fiscal albertain. Un élément demeure dérangeant: pour la première fois, les revenus des loteries pourraient surpasser les revenus du pétrole, en raison de la baisse des prix du baril depuis quelques mois. Il suffirait donc d'une série de référendums positifs dans plusieurs villes de l'Alberta pour que les revenus du gouvernement baissent dangereusement. On peut donc imaginer quelle sera la future position du gouvernement dans le dossier des loteries vidéo: le statu quo...

Dans l'ensemble, le budget 1998 semble indiquer un retour au programme des Conservateurs de 1993. Rien de bien encourageant.

François V. Pageau



COURRIER DU LECTEUR

Lettre ouverte au président du Conseil scolaire régional du Centre-Nord

Cher M. Tardif,

En tant que membre du Conseil des parents de l'École publique francophone d'Edmonton, je vous écris pour vous demander d'agir le plus rapidement possible pour ramener notre école du « côté francophone » de la rivière.

Je voudrais que cette missive ait la même force et obtienne les mêmes résultats - relatifs aux objectifs visés, cela va de soi - que le fameux J'accuse d'Émile Zola dans l'Affaire Dreyfus dont on vient de marquer le centenaire, et qui est restée dans l'histoire comme le symbole de la justice rachetée. On sait que c'est grâce à l'intervention de l'auteur des Rougon-Macquart que le capitaine Dreyfus a éventuellement été libéré d'une fausse accusation et d'un emprisonnement réel, le résultat à toutes fins pratiques d'une différence identifiée et retenue pour des fins politiques.

Si ce message au président du Conseil porte l'empreinte de ce légendaire J'accuse, c'est seulement au niveau de sa forme et de l'efficacité souhaitée; s'il a des résonances qui tiennent de son modèle, ce n'est pas sa fonction première qui est d'abord et avant tout, comme vous le verrez, un appel à la solidarité.

L'École publique francophone a vu le jour en septembre dernier (1977) après une assez longue gestation en raison là aussi d'une différence... On peut dire sans se tromper qu'elle est la réalisation d'une exigence qui remonte à 1984, à la création de l'École Maurice-Lavallée qui avait choisi d'exclure - sinon dans les faits au moins dans le respect de ladite différence - les gens qui incarnaient la dimension proprement hétérogène de la francophonie albertaine. Je ne veux pas remuer ici de vieilles souffrances,

suite à la page 16...

Directeur: **François Pageau**
Adjointe Admin.: **Micheline Brault**
Journaliste: **Patricia Hélie**
Infographiste: **Charles Adam**


Fondation Donatien Frémont, Inc.


OPSCOM
Tél (613) 241-5700


Association de la presse francophone

Le Franco est membre de l'APF. Au niveau national, il est représenté par **OPSCOM**. *Le Franco* est imprimé par **Gazette Press Ltd**, de Saint-Albert. Reproduction des textes, en tout ou en partie, est autorisée avec mention de la source. Les clients ont 15 jours après la date de parution pour nous signaler des erreurs. La responsabilité pour toute erreur de notre part dans une annonce se limitera au montant payé pour seulement la partie de l'annonce qui contient l'erreur, si l'erreur est celle du *Franco*.


Le Franco

#201, 8527 - 91e rue, Edmonton (AB) T6C 3N1
téléphone: 465-6581 télécopieur: 469-1129

Correspondants:
Calgary Alain Bertrand
Centralta Martin Blanchet
Fort McMurray Nicole Pageau
Lethbridge Mireille Dunn
Plamondon Joël Lavoie
Medecin Hat
Red Deer Claire Hélie
Rivière-la-Paix Noëlla Fillion
Saint-Paul

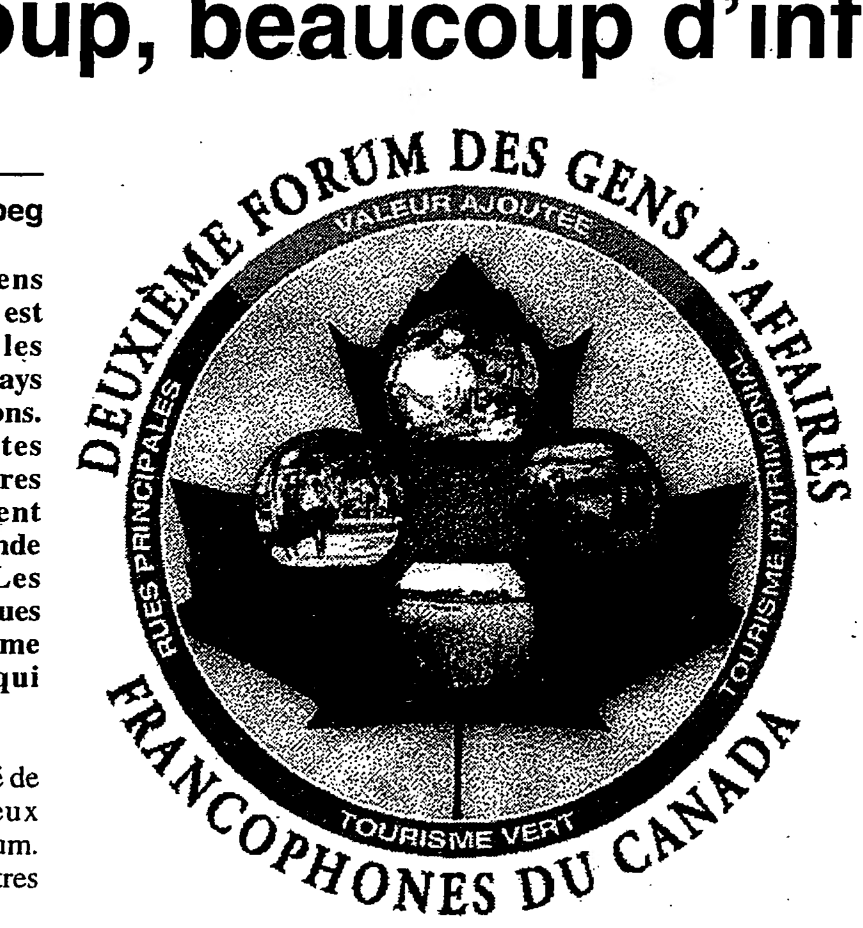
Deuxième Forum économique

Beaucoup, beaucoup d'information a circulé

Pascal DUBÉ

Winnipeg

Le Forum des gens d'affaires francophones est l'occasion rêvée pour les entrepreneurs de tout le pays de partager des informations. Les échanges de cartes d'affaires et les rencontres personnelles représentent probablement la plus grande réussite du forum. Les quelque 45 ententes conclues ne représente qu'une infime partie des retombées qui suivront le forum.



La formation d'un comité de suivi permettra de mieux calculer les retombées du forum. «Entre 15 et 20 % des rencontres déboucheront sur des ententes à court terme, évalue le commissaire industriel du Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba (CDEM), Maurice McCarthy. Bien des ententes seront conclues dans les jours, semaines ou mois suivant le forum, sans que notre comité n'en soit avisé.»

Le deuxième Forum des gens d'affaires francophones qui s'est tenu à Winnipeg a dépassé celui de la Beauce en ce qui concerne le nombre d'ententes conclues. «Les gens apprenaient en Beauce, poursuit Maurice McCarthy. Les entrepreneurs se connaissaient davantage et les résultats risquent d'être très profitables pour le Manitoba, les délégués de toutes les régions et pour la francophonie canadienne en général.»

Même genre de réaction du côté de Gaston de la Sablonnière, un spécialiste en expositions commerciales et un des propriétaires d'Advantage Sign & Display Systems, à Régina . «Les gens ont beaucoup appris depuis la Beauce. Ils réussissent mieux à présenter leur commerce, à aller de l'avant et agir comme de meilleurs représentants pour leur entreprise et leur région», explique cet ancien agent de la Gendarmerie Royale du Canada.

La participation à un tel événement peut définitivement être profitable pour une entreprise, à condition d'y donner des suites. «Une fois rentrez chez eux, tous les délégués devraient se mettre au travail pour établir un réseau et ne pas attendre que tout le travail soit fait pour eux, ajoute Gaston de la Sablonnière. Je ne vais pas attendre que les autres m'appellent avant de bouger. Je suis responsable du succès de mon voyage au forum».

Le forum aura même des échos à Ottawa. «Le secrétaire d'État à la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien, Ronald Duhamel, nous a promis de venir nous rencontrer, affirme le délégué de la ville de Falher, au nord-ouest de l'Alberta, Richard Primeau. Le secrétariat appuie l'idée du développement d'un corridor touristique francophone de l'Ouest. Il nous a promis qu'il viendra sur place pour visiter quelques installations que nous avons.»

Pour le comité organisateur, le forum a été un succès sur toute la ligne. «C'est l'attitude des participants qui a été le clé de la réussite, déclare Maurice McCarthy. Quand les seuls critiques que vous entendez concerne le transport entre l'hôtel et le Festival du Voyageur, c'est un signe que tout ce qui a trait au forum a bien fonctionné.»

Deuxième Forum économique:

Au Québec: deux industries, deux points de vue

CAROLE THIBEAULT

Winnipeg

Les Québécois ont été assez critiques envers le deuxième Forum des gens d'affaires du Canada au moment de l'évaluation qu'ils ont effectués pendant leur rencontre régionale. Alors que les représentants de l'industrie touristique sont retournés dans leur province avec plein de nouvelles idées en tête, les intervenants des secteurs agricole et agro-alimentaire disent être demeurés sur leur faim.

«Pour moi, ce voyage n'aura pas été vraiment profitable, mentionne Yves Marchand, agent de développement économique pour la région de Joliette, en faisant écho aux autres entrepreneurs agricoles de la Belle province. Les organisateurs auraient dû mettre l'accent sur le réseautage et cibler davantage les conférences par secteur. Ça aurait été plus facile pour nous de trouver les intervenants de notre secteur et de faire des maillages.»

«Au contraire, ce fut une fin de semaine tout à fait bénéfique pour moi, souligne pour sa part Danielle Naud, déléguée commerciale du Salon vacances et loisirs d'été. J'ai rencontré plein de gens et j'ai découvert plein de nouveaux circuits touristiques que je peux éventuellement offrir à mes clients. Il faut dire cependant que les francophones hors Québec ne sont peut-être pas tout à fait prêts à recevoir beaucoup de touristes, mais c'est en train de s'organiser et ça représente beaucoup de potentiel.»

Les Québécois ont dit avoir été étonnés par les milieux d'affaires francophones hors Québec et de la différence de mentalité qui s'y rattache. Cependant, même les plus déçus ont admis qu'un tel forum permet de créer un réseau important de personnes contacts et ainsi ouvrir des portes dans les autres provinces. Tous les délégués ont également proposé que les futurs organisateurs permettent une rencontre régionale avant la tenue du prochain forum et qu'ils remettent au préalable une liste détaillée des participants et de leur secteur d'activité.

En leur qualité de leaders dans le domaine de la francophonie, les délégués de la Belle province ont aussi jugé approprié de proposer la mise en place d'un comité de suivi au Forum des gens d'affaires. Ils ont même nommé une responsable régionale pour les représenter au sein du groupe responsable de développer le circuit touristique pancanadien: il s'agit de la coordonnatrice au tourisme du Festival international de Lanaudière, Sylvie Nadeau.

La délégation du Québec comptait plus de 60 délégués, invités et observateurs.

Voici la répartition du nombre d'entreprises qui ont conclu des ententes au cours du deuxième Forum des gens d'affaires francophones du Canada.

31 du Nouveau-Brunswick;
19 de l'Ontario;
19 du Québec;
17 du Manitoba;
8 de la Saskatchewan;
4 de la Colombie-Britannique;
3 de l'Île-du-Prince-Édouard;
3 du Yukon;
2 de l'Alberta;
1 de la Nouvelle-Écosse;
1 des Territoires du Nord-Ouest;
5 de la France.

Les 113 entreprises et/ou organismes de développement communautaire impliqués ont conclu un total de 51 ententes du 12 au 14 février à Winnipeg.

ACFA de Calgary:

Création de deux postes de délégués présidentiels

PATRICIA HÉLIE

Calgary

Il y a deux semaines, l'Association canadienne-française (ACFA) de Calgary, Banff et Red Deer a annoncé la création de deux postes de délégués présidentiel au sein de son organisation.

Le président de l'ACFA régionale explique la décision. «Nous avons créé ses postes parce que le besoin de relations communautaires et médiatiques dans les deux grands secteurs (anglophone et francophone) est devenu tellement vastes que les postes actuels, tous des bénévoles, n'y arrivent plus. C'est un peu comme si, et je ne veux pas du tout prétendre que c'est la même chose, comme si le premier ministre du Canada essayait de tout faire tout seul. C'est tout à fait impossible, donc il se dote d'un cabinet avec plusieurs ministres. Au Canada ils sont tous élus, mais aux États-Unis ils sont tous nommés par le président. Je fais le parallèle mais ce n'est pas du tout de la même importance.»

«Dans nos statuts et règlements, nous avons deux vice-présidents: un vice-président interne et un vice-président externe. Le vice-président interne a le droit de regard sur les choses internes, soit l'administration, la gestion, le financement, les comités aviseurs, etc. Le vice-président externe traite de la programmation dans la communauté. Il s'occupe donc de tous les services de la régionale (une dizaine) et de tous les projets culturels et socioculturels de la régionale (une quinzaine). Ces deux personnes bénévoles en ont donc déjà plein leurs bottes. Normalement ont s'attend à ce que le président soit le porte-parole et représente la régionale partout ailleurs. C'est là que nous avons créé les deux nouveaux postes qui sont des délégués présidentiels et qui ont un mandat très spécifique qui est de représenter la régionale auprès de ces deux grandes communautés, évidemment avec la présidence.»

Suzanne Sawyer se retrouve donc déléguée présidentielle et présidente du comité des relations communautaires et médiatiques pour le secteur anglophone et Robert Mercier devient délégué présidentiel et président du comité des liaisons communautaires et médiatiques pour le secteur francophone.

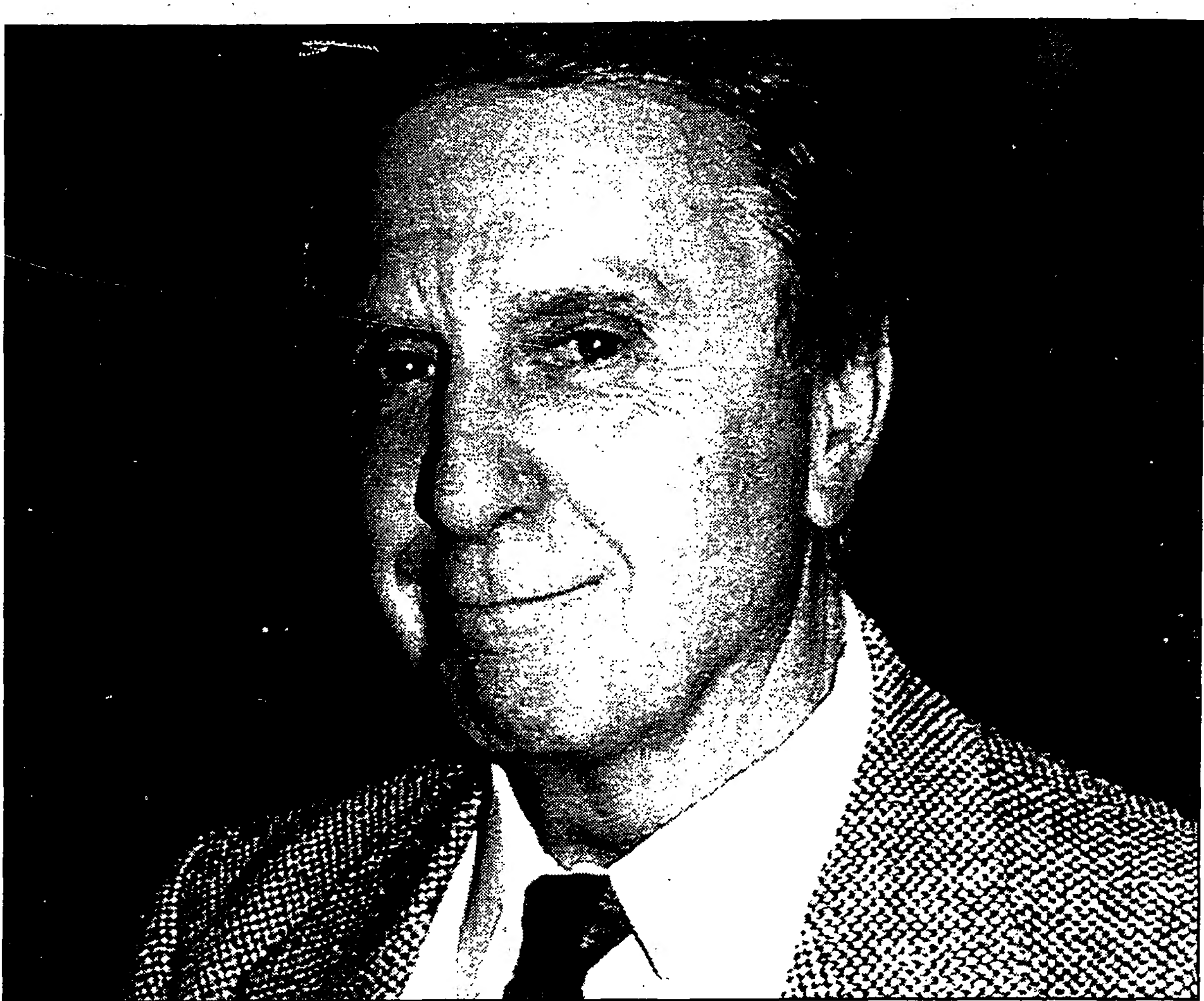


Photo: François Pageau

Roger Lalonde, président de l'ACFA régionale de Calgary, Banff et Red Deer.

M. Mercier et Mme Sawyer se retrouve donc porte-parole de l'ACFA sans avoir été élus par les membres de l'association, ce qui peut sembler bizarre pour certaines personnes. Mais M. Lalonde ne l'entend pas ainsi: «Pourquoi seraient-ils élus? Où est-ce écrit qu'ils devraient être élus? Ce sont des bénévoles qui sont une extension de la présidence, qui lui est élu. Si les membres ne sont pas heureux ils n'ont qu'à sortir le président. Ce souci à outrance de la démocratie, que les membres et l'assemblée annuelle doivent tout décider, surtout dans le secteur opérationnel, moi je trouve ça dépassé. Je sais qu'on pose ces questions mais ce n'est pas très profond comme commentaire. Dans l'opérationnel d'un organisme ou d'une compagnie, se sont les élus qui ont la responsabilité de voir à l'opération. Et lorsqu'on parle d'aller traiter avec la communauté ou les médias, on est dans les opérations. S'il faut élire chaque porte-parole dans tous les secteurs, on n'en finira plus.»

Le président précise également que ces nouveaux postes ne sont pas des postes officiels et donc, ne sont pas des postes au bureau de direction. Ils sont donc invités aux réunions pour donner des rapports mais n'ont aucunement le droit de vote. M. Lalonde ajoute que les délégués présidentiels ajoutent une certaine valeur de continuité et de remplacement. «Les personnes qui occupent ces postes deviennent très agiles dans les rôles opérationnels de la présidence et peuvent être élus à la présidence plus tard. Donc, c'est un peu pour également nourrir la succession. À la régionale de Rivière-la-Paix, une présidente est sortie et on n'a pas pu lui trouver une remplaçante immédiatement. C'est donc aussi pour empêcher le phénomène, mais ce n'était pas la raison principale.»

En d'autres mots, comme M. Lalonde n'a pas l'intention de se présenter pour un autre mandat, Mme Sawyer et M. Mercier se trouveront en excellente position pour tenter leur chance à la présidence de l'Association.

Au bureau provincial de l'ACFA, on est un peu étonné de la décision de la régionale de Calgary. Louisette Villeneuve dit être «un peu étonnée» que ce ne soit pas des personnes élus qui occupent ses postes. Elle ajoute également que, de son expérience avec le provincial, les membres élus (l'exécutif) suffisent habituellement largement à la tâche.

Inauguration officielle de la nouvelle école Héritage:

Une histoire de coeur

SOPHIE SAVOIE

Falher

Le 12 février dernier, la communauté scolaire de l'école Héritage célébrait l'inauguration officielle de ses nouveaux locaux. On profitait également de l'occasion pour souligner les 10 ans d'existence de l'école.

Plus de 300 personnes se sont rassemblées dans le gymnase de l'école Héritage, maintenant située dans l'ancien collège Notre-Dame de Falher. La soirée a pris la forme d'un café chantant où ont pris place, tour à tour, des discours, un volet spirituel et des présentations d'artistes locaux, le tout coordonné par Mme Dolorèse Nolette.

La célébration a débuté avec la présentation d'un vidéo qui montrait la transformation de l'édifice du collège Notre-Dame. Ensuite, madame Laura Noël, présidente du conseil scolaire du Nord-Ouest, a raconté l'histoire de la création du projet Héritage. Le volet spirituel a, quant à lui, démontré jusqu'à quel point les différents partenaires se sont impliqués afin de rendre ce projet concret, une brique à la fois. Suite à cette démarche, un symbole inaugural a été dévoilé. Il s'agit d'un mât représentant la croisée des chemins des différentes communautés qui mènent à l'école Héritage.

Sylvianne Maisonneuve et Christian Maisonneuve, premiers finissants de l'école Héritage, sont venus à leur tour témoigner avec beaucoup d'humour de ce qu'Héritage a signifié pour eux. Plusieurs messages de félicitations ont par la suite été apportés, entre autres, par le député de la circonscription de Dunvegan, M. Glen Clegg ainsi que par Gérard Bissonnette (direction de l'éducation française), Adrien Bussière (Patrimoine Canada) et Margaret Tardif (mairesse de Falher). Sans oublier, bien-sûr, un visiteur bien particulier, le père Forget qui, en tant qu'ancien directeur du Collège Notre-Dame de la Paix, a exprimé sa joie de voir l'institution retrouver sa vocation d'éducation. Le collège Notre-Dame est un site historique qui, grâce à l'école Héritage, ne connaîtra pas le repos et l'ennui.

Cette soirée n'aurait pas eu le cachet particulier qu'elle a connu sans la participation de nombreux artistes, dont plusieurs étudiants. La classe de dixième année, dirigée par Larry Lynch, a présenté, de très belle façon, un chant des plus entraînant. Katrine-Anne Dubé, une étudiante de onzième année, a ébloui le public avec ses deux prestations, dont celle de *Ave Maria.* Elle était accompagnée au piano par Daniel Mackelle, ancien étudiant et professeur de piano. Julie Johnson, accompagnée au piano par sa mère, a présenté une de ses propres compositions, spécialement réalisée pour l'occasion.

La fête s'est poursuivie avec Suzanne et Jeannette Marceau, accompagnées à la guitare par leur père qui ont, elles aussi, contribué à la magie de la soirée. Sans oublier le jeune Marc André Fillion qui a interprété la chanson folklorique *Le vilain barbu*, en s'accompagnant en tapant du pied. Les membres du personnel de l'école ont ensuite contribué à leur tour au volet artistique, dont Gisèle Besse qui a donné une magnifique performance de chant en solo.

La soirée s'est conclue par le visionnement d'un vidéo relatant les dix années de vie du projet Héritage. Un projet, comme l'a si bien dit la directrice de l'école, Linda Arsenault, «où chacun est au coeur de la fête et où la fête est au coeur de chacun».

Photo: Sophie Savoie

Plusieurs personnes sont venues témoigner des succès de l'école Héritage.

Carnaval de



Les jeunes ont offert un spectacle de danse enlevant.



Le Carnaval ne serait pas le Carnaval sans une promenade en traîneau

Au carnaval, ça bouge et ça danse!

NOËLLA FILLION

St-Isidore

La 16e édition du Carnaval de St-Issidore avait lieu cette année les 13, 14 et 15 février derniers et c'est sous le signe du beau temps que s'est déroulé l'événement annuel.

C'est donc un soleil radieux, une température idéale et un taux record de participation qui forment le bilan de cette édition du Carnaval.

Les activités ont pris leur envol dès le vendredi matin avec une édition spéciale des émissions Le Café Show (CHFA) et Le lève tôt (CKRP) qui, pour l'occasion, étaient fondues en une seule émission de quatre heures animé par Jean-François Porlier et Jean-Pierre Quirion. L'émission était diffusée simultanément sur les ondes des deux stations radiophoniques. Fidèle à la tradition, Radio-Canada a offert le déjeuner aux auditeurs qui se sont déplacés pour assister à l'enregistrement de l'émission qui était diffusée en direct du Centre culturel de St-Isidore.

C'est d'ailleurs pendant Le Café show-Lève tôt que le concours de crêpes a eu lieu, opposant Annie Giroux (la nouvelle directrice de la programmation de CKRP) Jean-Pierre Quirion et Jean-François Porlier. Entre la crêpe au fromage et sirop d'érable (Jean-François), celle aux bananes et au rhum (Annie) et celle aux pommes et à la cannelle (Jean-Pierre), c'est cette dernière, plus traditionnelle, qui l'a emporté. Jean-Pierre Quirion était d'ailleurs très fier de sa performance.

Le vendredi soir, lors de l'ouverture officielle, un roi et une reine ont été couronnés parmi les huit ducs et duchesses en compétition. C'est finalement Mélanie Desbiens et Jean-Marie Robert, tous deux de St-Isidore, qui ont décroché le titre.

La soirée s'est poursuivie au son de la musique du groupe LéTwés jusqu'à tard en soirée. D'ailleurs, la formation de la région, le groupe les Plein Soleil et la formation Hookahman ont agrémenté la fin de semaine à plusieurs reprises y allant de



La reine du Carnaval, Mélanie Desbiens, en compagnie de la mascotte du Carnaval, le hibou, et de jeunes festivaliers.

St-Isidore

Textes et photos: Noëlla Fillion

La tire sur la neige, un moment fort attendu des festivités



Mélanie Desbiens et Jean-Marie Robert, Reine et Roi du Carnaval.

courts spectacles. Un groupe d'adolescents de Dawson Creek a également ajouté sont grain de sel avec de la danse.

Les courses de traîneau en famille et le volley-ball sur neige figuraient au nombre des nouvelles activités pour cette année alors que la traditionnelle tire d'érable était toujours au rendez-vous, sans oublier la boîte à chansons qui, encore une fois, a permis à certains talents locaux de se faire connaître. Le concours de sculpture sur neige ainsi que les promenades en traîneau ont été, comme toujours, des activités très populaires.

Le Carnaval s'est terminé le dimanche par une messe suivie d'un brunch et de la traditionnelle Criée.

Seule ombre au tableau, des vandales ont saccagé de nombreuses sculptures sur neige dans la nuit de vendredi à samedi, avant même qu'elles aient pu être jugées.



Le feu de camp qui crépite dans les bois, une des traditions du Carnaval de Saint-Isidore.



L'importance particulière de la planification financière pour les femmes

Les femmes sont de plus en plus sensibilisées à l'importance de l'indépendance financière. Quelle que soit votre situation actuelle, célibataire ou dans une relation à long terme, avec ou sans enfants, vous devez absolument préparer votre avenir financier.

Malgré l'aplanissement des inégalités financières entre les hommes et les femmes ces dernières années, tant au travail qu'au sein des couples, la situation des femmes demeure fragile. Elles gagnent souvent moins d'argent que les hommes et peuvent devenir financièrement vulnérables à la rupture du mariage, au décès du conjoint ou si elles deviennent le soutien financier des enfants. Les femmes de tous âges sont de plus en plus conscientes du besoin de sécurité financière.

Quelle que soit votre situation, un programme financier peut vous permettre d'atteindre cette sécurité. Mettre sur pied un programme financier consiste, en deux mots, à se fixer des objectifs financiers et à élaborer une stratégie pour les atteindre.

Un programme financier comporte quatre étapes principales. Premièrement, déterminez votre situation financière actuelle, votre valeur nette. Deuxièmement, examinez vos dépenses et préparez un budget que vous pourrez respecter. Troisièmement, établissez vos priorités et objectifs financiers. Et finalement, élaborez une stratégie d'épargne et de placement qui vous permet d'atteindre vos objectifs.

Toujours pas convaincue que vous avez besoin d'un programme financier? Voici six bonnes raisons pour lesquelles les femmes ont intérêt à planifier leur avenir financier:

Si vous êtes mariée, un programme peut atténuer les problèmes en cas de rupture de votre mariage.

Les femmes vivent en moyenne plus longtemps que les hommes, de sorte que votre épargne-retraite devra durer plus longtemps. Si vous êtes mariée, vous devez aussi pouvoir faire face aux difficultés financières découlant de la mort de votre conjoint.

En moyenne, les femmes gagnent un revenu moins élevé et la probabilité est moins grande qu'elles participent à un régime de retraite d'entreprise.

Lorsqu'une relation de couple se termine, c'est habituellement la femme qui obtient la garde des enfants, ce qui lui occasionne un fardeau financier important.

Un programme financier préparé avec soin vous permettra de vous enrichir davantage.

Si vous avez quitté temporairement le marché du travail pour élever vos enfants, un programme financier peut vous aider à reprendre le temps perdu en ce qui touche votre indépendance financière.

Quand devez-vous commencer votre programme? Le plus tôt sera le mieux.

La meilleure façon de commencer un programme est d'en parler à votre conseiller financier. Il pourra vous montrer comment définir vos objectifs et élaborer une stratégie pour les atteindre.



Denis Tardif, B.A., B.ED
Représentant

Téléphone:Bus: 424-3000 ext 281
Res:469-9019
Téléc: 424-8768
Res: 469-4393



Paul D. Denis, B.A., C.F.P.
Gérant de division

Téléphone: Bus: 424-3000
Res: 466-8587
Téléc: 424-8768
Cellulaire: 499-8595

#100, 10160 - 112 rue, Edmonton, Alberta T5k 2L6

Faits saillants de la réunion de l'Exécutif de l'ACFA du 7 février 1998

Recours du gouvernement fédéral devant la Cour suprême

L'Exécutif décide de tenir une conférence de presse le 10 février pour dénoncer le recours à la Cour suprême du gouvernement fédéral. Cela équivaut à nier le droit démocratique des Québécois et Québécoises à décider de leur avenir. Nous sommes toujours d'ardents fédéralistes.

Financement du Comité Santé

L'ACFA s'est vu accorder la somme de 40 000$ par Santé Canada pour son projet dans ce secteur. L'ACFA veut toujours obtenir un financement permanent pour le dossier Santé.

Comité de repositionnement

Le Comité de repositionnement sera formé de Louisette Villeneuve, Georges Arès, Agathe Gaulin, Sylvie Mercier, Nicole-Bugeaud-Croteau, Paul Piquette, Claire Hébert, Vital Ouellette et David Fréchette. La première réunion se tiendra le 4 mars prochain.

Comité permanent de développement communautaire

Mireille Rochon, Denis Flageol, Joël Lavoie, Luc Pinon, Carole-Anne Patenaude et Pierrette Jutras sont les membres du comité permanent de développement communautaire.

Éducation

L'ACFA contactera la Fédération des conseils scolaires pour connaître la façon dont celle-ci entend faire sa consultation.

Centre de développement communautaire de Falher

L'Exécutif a pris connaissance du projet. L'Exécutif est prêt à faire du démarchage politique pour appuyer ce sujet.

Francalta

Francalta a un nouveau technicien. Alain Dessureault a commencé son travail pour l'ACFA le 1er décembre dernier. Pascale Couturier sera agente de marketing grâce à un projet Jeunesse Canada au travail pour 12 semaines. Elle débute le 17 février.

Cité des Rocheuses

L'ACFA a accepté d'écrire une lettre d'appui au Programme de contestation judiciaire pour la cause de contestation des taxes foncières de La Cité des Rocheuses.

Comité des Prix d'Excellence

L'Exécutif a ratifié la décision du Comité des Prix d'Excellence de créer un nouveau prix qui sera annoncé sous peu.

Builders of Alberta

L'ACFA proposera la candidature des Oblats de Marie Immaculée et des Soeurs de l'Assomption de la Sainte-Vierge à titre de Bâtisseurs de la Province (Builders of Alberta)



Dossier des taxes pour La Cité des Rocheuses:

La Cité ne veut pas avoir à payer

PATRICIA HÉLIE

Calgary

Les représentants de La Cité des Rocheuses et de l'Association canadienne-française (ACFA) de Calgary, Banff et Red Deer demandent que la ville de Calgary n'impose pas de taxes pour le terrain que La Cité occupe. C'est du moins la raison pour laquelle ont veut rencontrer le maire le plus rapidement possible.

Pour l'ACFA, le problème vient du fait que la ville évalue les taxes que La Cité des Rocheuses devrait payer à environ 40 000 $ par année. Pour l'année 1997, le montant réclamé n'est que de 13 000 $, compte tenu que l'édifice n'a ouvert ses portes qu'en juillet dernier. Mais pour Suzanne Sawyer, déléguée présidentielle et présidente du comité des relations communautaires et médiatiques secteur anglophone, peu importe que ce soit treize, 40 ou 100 000 dollars, La Cité ne devrait rien payer du tout. «Ce n'est pas une question de montant, dit-elle. Le projet d'un centre scolaire communautaire est un projet canadien établi pour protéger la langue et la culture francophone. On peut se demander si tous les élus et bureaucrates qui travaillent à tous les paliers de gouvernement au Canada comprennent quelles sont leurs responsabilités et quel est le sens de l'article 23 de la Charte. Quand on s'en va vers un référendum, tout le monde panique et pointe le Québec du doigt. Mais qu'est-ce qu'on fait ici même, dans une ville telle que Calgary, qui se présente comme une ville cosmopolite, internationale, bilingue et ouverte à tous pour promouvoir l'unité canadienne?»

Un autre point qui chatouille les dirigeants de La Cité des Rocheuses est le fait que la ville persiste à les considérer comme un centre culturel alors qu'eux disent être un centre communautaire. Si la ville leur donnait le titre qu'ils réclament, le centre serait probablement exempté de taxes. Mais voilà, le problème est que les centres communautaires, par définition, sont érigés par quartier, sur des terrains appartenant à la ville. La Cité des Rocheuses ayant été obligée d'acheter son propre terrain et n'ayant pas été désignée géographiquement par la ville, il ne peut s'agir d'un centre communautaire. Encore ici, Suzanne Sawyer est mécontente. «On a dû payer 250 000 $ pour un terrain que la ville avait obtenu pour un dollar de la base militaire. Quand on regarde ça, on se dit que non seulement la ville n'a pas contribué au projet mais qu'elle a fait de l'argent sur le dos de la communauté. Ce qu'on demande, c'est que la ville nous considère comme un centre communautaire et nous donne le terrain tel que ça aurait dû être fait. On ne veut pas qu'elle nous fournisse le terrain de la même façon qu'elle le fait avec les autres centres parce qu'ils sont pris avec toutes sortes de lois et de règlements qui font qu'ils ne peuvent pas faire ce qu'ils veulent avec le terrain.»

Mme Sawyer avoue cependant que c'est un peu de leur faute s'ils sont pris avec ce problème de dernière minute. «Nous étions tellement occupés à faire en sorte d'avoir notre centre que c'est maintenant évident que nous avons manqué le bateau pour ce qui est d'arriver à faire comprendre aux élus de l'Hôtel de ville que le projet qui s'en venait était un projet canadien, un cadeau qu'on leur faisait, un outil de promotion extraordinaire pour la ville de Calgary.»

Il n'y a cependant pas que l'histoire des taxes derrière cette demande de rencontre avec le maire. «L'histoire des taxes est simplement la goutte qui a fait déborder le vase, indique Mme Sawyer. On veut maintenant faire le point sur plusieurs événements qui se sont produits au cours des années par rapport à la communauté francophone de Calgary et l'importance d'avoir notre place. C'est une question de crédibilité. Nous sommes une communauté qui est très large et qui a beaucoup de potentiel à offrir du côté du développement économique, de l'éducation, de la culture, etc. Mais nous ne sommes nulle part, nous ne sommes pas à la table, nous ne sommes pas reconnus ou invités de façon officielle ou de la façon qu'on devrait l'être au sein des activités de la ville.»

La Cité francophone

Du côté d'Edmonton, La Cité francophone n'est pas non plus considérée comme un centre communautaire. Le terrain a été acheté au coût d'environ 800 000 $ et n'a pas été désigné par la ville. Tout comme à Calgary, même si les choses s'enclenchent différemment, le dossier des taxes est loin d'être terminé.

Pour 1997, la facture des taxes aurait dû s'élever à tout près de 55 000$ mais La Cité francophone a eu la chance de faire l'objet d'une exemption spéciale, tout comme 38 autres organismes du secteur à but non-lucratif. malheureusement, cette exemption ne garantit rien pour 1998, comme l'explique Me Denis Noël, le conseiller du conseil d'administration de La Cité francophone en charge du dossier. «Au début de mois de janvier dernier, le ministre des Affaires municipales a adopté un nouveau règlement concernant la taxation de groupes communautaires et charitables. Ce nouveau règlement vient remplacer l'ancien, que la ville ne croyait pas le plus juste du monde et c'est pourquoi nous avons été exemptés l'année dernière. Le nouveau règlement est beaucoup plus complexe mais donne une plus grande latitude aux municipalités pour exempter certains groupes. C'est le genre de règlement qui, je crois, va causer beaucoup de questions d'interprétation pour la ville et les groupes impliqués. Je ne peux donc pas dire quelle sera la situation pour La Cité francophone pour la prochaine année.»

Me Noël ne serait pas surpris que La Cité ait à débourser une partie de la facture compte tenu que l'édifice abrite des commerces. «Nous avons toujours compris qu'il se peut qu'une partie de La Cité puisse être taxable en raison des commerces. C'est une question d'équité envers les autres commerces qui opèrent en ville. Mais nous croyons également que l'autre partie de l'édifice, la partie communautaire, devrait être exemptée.»

Que ce soit à Calgary ou Edmonton, il semble malheureusement que la communauté francophone en ait pour encore quelque temps à entendre parler de taxes.

ERRATUM

Une erreur s'est malencontreusement glissée dans notre édition du 6 février dernier alors que les noms des 24 organismes qui participeront au prochain RadioFonds étaient dévoilés. Les noms de l'ACFA régionale de St-Paul et du Centre d'expérience préscolaire auraient dû apparaître sur la liste. Toutes nos excuses aux personnes concernées.

CRTC **AVIS PUBLIC** Canadä

Avis public CRTC 1998-5. Conformément à l'avis public CRTC 1995-159, le CRTC a reçu des demandes d'entreprises de services spécialisés suivantes en vue de modifierleur licence en ajoputant une condition visant à leur permettre d'exclure la publicité politique partisane diffusée au cours de périodes électorales canadiennes de leur calcul relatif à la quantité de publicité qu'elles peuvent diffuser. 1-4. L'ENSEMBLE DU CANADA. Demandes présentées par **HISTORYU TELEVISION INC.; MUSIQUEPLUS INC. (MUSIQUEPLUS et MUSIMAX); et RADIOMUTUEL INC.** (LE CANAL VIE). EXAMEN DES DEMANDES: Comme il est indiqué dans l'avis public. Cette demande est disponible au CRTC à Hull, (819) 997-2429; ou à notre bureau de Vancouver: (604) 666-2111. Cet avis est disponible, sur demande, en média substitut. Si vous voulez vous opposer à une demande ou l'appuyer, vous pouvez écrire à la Secrétaire générale, CRTC, Ottawa (Ont.) K1A 0N2 au plus tard **le 6 mars 1998** et joindre à votre lettre une preuve que vous en avez envoyé une copie au requérant. Pour plus d'information, communiquez avec la Direction des communications du CRTC à Hull au (819) 997-0313, fax (819) 994-0218, ATS (819) 994-0423, ou au http://www.crtc.gc.ca.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes — Canadian Radio-television and Telecommunications Commission

CALENDRIER CULTUREL





DU 1er AU 31 MARS 1998

Vous voulez faire connaître vos activités socio-culturelles? Veuillez nous faire parvenir vos renseignements pour les activités du **1er** au **30 AVRIL** avant le **18 MARS** par la poste, par courrier électronique (acfaprov@francalta.ab.ca) par télécopieur (403) 465-6773 ou en composant le (403) 466-1680. Nous acceptons les frais d'appel. Ce calendrier est un service gratuit de l'ACFA provinciale.

RÉGION DE BONNYVILLE ET COLD LAKE

Samedi 7 mars - Cabane à sucre : jeux, musique folklorique, tire sur la neige, promenades en traîneau, spectacles d'étudiants et Vol-au-vent, peinture sur visage, deux repas traditionnels (de 10 h 30 à 12 h et de 12 h 45 à 14 h). Entrée : famille 35$/non-membres, 30$/membres, individu 15$/non-membres, 12$/membres, enfants 5 à 11 ans 7$/non-membres, 5$/membres. Enfants de moins de 5 ans gratuit. Billets disponibles à l'A.C.F.A. (826-5275) et à l'École Voyageur (594-0666).

Du 16 au 22 mars - Semaine de la francophonie : 15 mars - Salon du livre et exposition d'arts visuels au Centre communautaire de Medley de 10 h 30 à 16 h. 16 mars - Salon du livre et exposition d'arts visuels au Centre culturel de Bonnyville de 9 h à 16 h. 17 mars - Salon du livre et exposition d'arts visuels au Centre culturel de Bonnyville de 9 h à 16 h. 18 mars - Nous espérons enfin capter CHFA à cette date. 20 mars - AGA de l'A.C.F.A. à 19 h. 20 mars - Dégustation de vins et fromages, gracieuseté de l'A.C.F.A. 21 mars - Radiofonds de CHFA (l'A.C.F.A. et les Vols-au-vent ont été sélectionnés parmi les 24 organismes participants).

Samedi 28 mars - Une fois n'est pas coutume, pièce créée par le Cercle dramatique de Saint-Paul. Billets et info : 826-5275.

RÉGION DE CALGARY, BANFF, RED DEER

Jusqu'au dimanche 17 mai - Exposition des sculptures de René Derouin au musée Glenbow (130 - 9e ave S.E.). Heures d'ouverture : mardis au dimanche de 9 h à 17 h. Info : 268-4100.

Diponible à partir du 17 mars - Entre parenthèses, pièce pour adolescents de Yves Masson présentée par la Société de théâtre de Calgary. Info : 248-3403.

Activités régulières:

Lieu historique national Cave and Basin à Banff. Ouvert de 9 h 30 à 17 h. Info : 762-1566.

Rencontres du Club de l'amitié chaque vendredi soir, de 19 h 30 à 22 h, à la salle paroissiale de l'église Sainte-Famille (1717 -5e rue S.-O.). Jeux divers. Info : M. Oscar Fauchon, au 244-2200.

French DécaDanse: émission radiophonique en français au FM 90,9 tous les lundis à 18 h. Soyez à l'écoute d'Isabelle Lejeune, Jean-Charles Lanciault et Alain Towner. Pour info ou requêtes musicales: pendant l'émission : 220- 3991.

Dessinez c'est gagné - tous les mercredis à midi au Centre français de l'Université de Calgary. Info : 220-7226

La Voix des Rocheuses, pratique de chorale tous les mercredis à 19h à La Cité des Rocheuses. Info : 249-8532.

La parlotte, tous les mercredis soirs au Razz Barry's, 1136 Kensington Rd., NW.

Badminton, tous les jeudis de 19 h à 21 h au gymnase de l'École Sainte-Marguerite-Bourgeoys. Info : 249-1749.

Les copains de jeux, tous les vendrdis de 9 h 30 à 11 h 30 au local 210 de La Cité des Rocheuses. Info : 274-5919.

Cours de gigue pour les jeunes de 8 à 12 ans, tous les jeudis de 15 h 45 à 16 h 30 au théâtre de La Cité. Info : 247-9170.

Club de l'amitié, tous les vendredis de 19 h 30 à 22 h à la salle paroissiale de l'Église Ste-Famille.

Scout.e.s et Guides, les trois premiers vendredis de chaque mois de 18 h 30 à 20 h 30 à La Cité des Rocheuses.

RÉGION CENTRALTA

Samedi 14 mars - Assemblée générale annuelle, soirée de talent de la régionale et buffet à compter de 18 h 30 au sous-sol de l'église de Saint-Albert (7 ave Saint-Vital, Saint-Albert). Entrée : adultes/10,00 $, familles/25,00 $. Info : Marcel Doucet ou Hélène, 961-3665.

Les vendredi 6 et 20 mars - Soirée de jeux/sports au gymnase de l'École Legal School pour tous les francophones à 19 h. Info : Louis Forcade, 961-2140.

Activités régulières :

Tous les samedis: Soirées de billard réservées aux jeunes de 12 à 20 ans. Pour info: Stéphane Carrière au 961-3689 ou David Fréchette au 961-3665.

Mamans jasent, frimousses jouent - tu veux avoir des ami.e.s avec qui jouer en parlant français? Nos mamans se rencontrent les vendredis pour échanger et on a beaucoup de plaisir! Appelle ma mère, Diane Dumas au 460-5946 pour avoir plus d'informations.

Exposition permanente sur l'histoire de Saint-Albert au Musée Héritage Museum, St. Albert Place. Info : 459-1528.

RÉGION D'EDMONTON

Vendredi 13 mars - Vernissage des oeuvres de Normand Fontaine, Éric Proulx et Marie Gervais au Centre d'arts visuels de l'Alberta (20, 8527 rue Marie-Anne-Gaboury). Information : 461-3427.

Vendredi 13, samedi 14 et dimanche 15 mars - Nouvelle chanson, ateliers de formation en chanson populaire francophone offerts par Marie Lavoie, Laurier Fagnan, Robert Walsh, Marie-Claude Meunier, Alain Pomerleau, Dominique Roy et Ronald Tremblay à la Faculté Saint-Jean. Info : Yves Caron, 466-4451 ; inscription (30,00$) : Marie-Claude Meunier, 468-5319.

Vendredi 13 mars - Olympiades de sciences 1998 à la Faculté Saint-Jean. Info : 465-8739.

Vendredi 13 et samedi 14 mars - Colloque de la Fédération des parents francophones de l'Alberta (FPFA) avec thème «LE PARTENARIAT SCOLAIRE : école-foyer-communauté». Le vendredi soir : conférence présenté par M. Michel Lafortune, psychologue, conférencier et chargé de cours à l'Université de Sherbrooke. Le samedi : ateliers et Assemblée générale annuelle. Hôtel Renaissance (10155 - 105e rue, Edmonton). Inscription ou informations : 468-6934.

Vendredi 13, samedi 14 mars - Irma Vep (France, 1996) film d'Olivier Assayas mettant en vedette Maggie Cheung et Jean-Pierre Léaud. Un réalisateur de film français (Jean-Pierre Léaud) essaie désespérément de tourner un film. Satire du cinéma contemporain français. Présenté par Metro Cinéma à 20 h au Zeidler Hall (Citadel Theatre, 9828 - 101A ave). Info : 425-0212

Du lundi 16 au dimanche 22 mars - Kiosque d'information des organismes francophones à Place Canada. Pour réserver une espace (gratuite) téléphoner avant le 20 février à Nadine au 469-4401.

Samedi 21 mars - Service de déclaration d'impôts pour personnes à faible revenu à La Cité. Formation offerte aux bénévoles qui aideront les autres à remplir leurs déclarations d'impôt le samedi 7 mars. Info : Jean-Sibert ou Andréa, 469-4401.

Samedi 21 mars - Colloque et AGA de l'ACFAS-Alberta à la Faculté Saint-Jean. Info : 465-8739.

Lundi 30 mars - Conférence d'Hubert Reeves, invité de la Faculté Saint-Jean. Info : 465-8739.

Activités régulières :

Centre préscolaire Guy-Lacombe, salle 209, Cité francophone (8527, rue Marie-Anne-Gaboury). Livres, cassettes, jeux pour les enfants d'âge préscolaire. Heures d'ouverture : mardi - 17 h à 19 h, mercredi - 20 h à 12 h et 13 h à 17 h 30, vendredi - 10 h à 12 h et 13 h à 17 h 30. Fermé les lundis et vendredis. Info : 468-6934.

Ateliers d'orthographe offerts par l'Alliance française toutes les deux semaines, le jeudi de 19 h à 20 h. Au local de l'Alliance française (Cité francophone - 8527, rue Marie-Anne-Gaboury) Info : 469-0399.

Soirées de conversation offertes par l'Alliance française chaque jeudi de 19 h à 21 h au local de l'Alliance française. Info : 469-0399.

Cours de français sur mesure à la demande offerts par l'Alliance française (Cité francophone - 8527, rue Marie-Anne-Gaboury). Info : 469-0399.

La Ribambelle, groupe de jeux francophone pour enfants de 0 à 5 ans et leurs parents au gymnase de l'École Sainte-Jeanne-d'Arc tous les jeudis de 10 h à 12 h. Info : Déborah Mahaux, 464-7271.

Le comité d'information de **Narcotiques Anonymes**, région d'Edmonton, tient régulièrement des rencontres de soutien des dépendants en rétablissement. Info : P. I., Edmonton Area Office, #200 - 9930 - 106e rue, Edmonton (Alberta) T5K 1C7.

Parties de bridge le jeudi après-midi, au Manoir Saint-Thomas, à 13 h 30.

Parties de bridge tous les mercredis, au sous-sol de l'église Saint-Joachim. Info : Églande Mercier, au 489-4417.

La Société généalogique du Nord-Ouest ouvre ses bureaux (10008 - 109 rue, pièce 200) les

lundis et mardis de 10 h à 15 h sauf pour les jours fériés. Sur rendez-vous seulement les jeudis soirs de 18 h à 21 h et le deuxième samedi du mois de midi à 16 h. Info : **424-2476.**

Sons de louanges, émission radiophonique au poste CKER 101.9 FM les dimanches de 8 h 45 à 9 h, présenté par *Source d'eau vive*. Info : Stéphane Legault, 481-9691.

RÉGION FORT MCMURRAY

Mercredi 11 mars - Déjeuner-causerie de l'Association des gens d'affaires de Fort McMurray Conférencière invitée : Me Patricia Spencer, "Des aspects légaux de la relation patron/employé". De 7 h 30 à 9 h au restaurant *Au Bon Vivant*. Entrée : 10 $/personne. Info : 791-7700.

Samedi 14 mars - Cabane à sucre familiale : jeux, musique, animation, tire, cantine. De 11 h 30 à 16 h. Entrée : 3 $/personne ou 10 $/famille. Entrée libre pour les enfants de 5 ans et moins. À compter de 18 h : souper et soirée dansante, musique des "Auzzies DJ", animation, prix de présence. Achetez vos billets dès maintenant. Billets : jusqu'au 8 mars 20$/membres, 25$/non-membres ; après le 8 mars - 25$/membres, 25$/non-membres. Info : 791-7700.

Samedi 21 mars - Après-midi pour les tout-petits (5 à 10 ans) : bricolages, jeux, etc. de 14 h a 16 h à la Salle communautaire du Centre Boréal (entrée principale). 4$/enfant. Info : 791-7700.

Dimanche 22 mars - Bingo au profit de l'A.C.F.A. à 17 h 15 au California Bingo. Besoin de bénévoles. S.v.p. offrez vos services en téléphonant aua 791-7700.

Vendredi 27 mars - Soirée pour les jeunes (11 ans et plus) : jeux, musique, etc Apportez vos patins! De 20 h à 22 h au parc Borealis. Info : 791-7700.

Dimanche 29 mars - Cours "Vieillir en santé" de 9 h 30 à 16 h dans la bibliothèque du Centre boréal. 8$/personne. Demande aux participants d'apporter une salade. Info : 791-7700.

Dimanche 29 mars - Conte pour les tout-petits, Monette racontera une belle histoire en français. À la Bibliothèque municipale, de 14 h à 14 h 30. Entrée libre. Info : 791-7700.

Activitiés régulières :

La bibliothèque du Centre Boréal est ouverte de 11 h à 14 h et de 19 h à 21 h les mercredis et samedis. Sept ordinateurs sont à votre disposition. Entrée libre pour les membres de l'A.C.F.A., 5$/non-membres (abonnement d'un an). Info : 791-7700.

RÉGION LETHBRIDGE

Dimanche 8 mars - Ski (alpin) familial, prix à déterminer. Si vous êtes intéressés à cette activité, communiquer avec Louise Briand (380-3743) et laisser votre nom, nombre de personnes intéressées et leur âge.

Dimanche 15 mars - Cabane à sucre : randonnée en calèche, maquillage pour enfants, tire sur neige, jeux, animation, musique et mets traditionnels. Au Fort Whoop-Up de midi à 16 h. Entrée : 2.50 $ Info : Mireille Dunn

Mardi 17 mars - Soirée de la dictée, pour débutants, intermédiaires, avancés, experts (enfants et adultes) Prix pour participants gagnants. Entrée libre. À 19 h à l'École LaVérendrye (bibliothèque). Info : Mireille Dunn, 328-8506 ou l'École LaVérendrye, 320-2287.

Activités régulières :

Le groupe de jeux **Bout d'choux** pour enfants de 1 à 5 ans se rencontre les mardis de 13 h 15 à 15 h 15 à l'École LaVérendrye. Entrée libre. Info : Audrey ou Danièle au 320-2287.

Tous les mardis- Cours de grammaire pour étudiant.es intermédiaires ou avancé.es au Centre culturel de 18h à 19h.20$/mois pour les non-membres, 17.50$ pour les membres. Info Carolle ou Mireille au 328-8506.

Tous les mardis- Cours de conversation française pour débutant.es au Centre culturel de 19h à 21h. 20$/mois pour les non-membres, 17.50$ pour les membres. Info: Carolle ou Mireille au 328-8506.

Du lundi au vendredi - le Conseil régional pour l'éducation française à Lethbridge annonce que la **bibliothèque communautaire** est ouverte de midi à 17 h du lundi au jeudi et le vendredi de midi à 15 h. Info : Lise, 320-2287.

RÉGION MEDECINE HAT

Centre de ressources - heures d'ouverture : les lundis et mercredis de 13 h à 18 h, les mardis et jeudis de 8 h à 13 h. Le Centre de ressources est fermé les vendredis.

RÉGION PLAMONDON-LAC LA BICHE

Vendredi 6 et samedi 7 mars - Atelier : fabrication des chaises en saule, animé par Jacques et Lina Labonté. Info : 798-3896.

Mercredi 18 et jeudi 19 mars - Exposition du Centre d'arts visuels, oeuvres d'artistes de l'Alberta. Les artistes de la région sont invités à exposer leurs oeuvres. En même temps : Salon du livre : vente de livres, disques compacts et vidéocassettes. Info : Michèle, 798-3896.

Samedi 21 mars - Souper meurtre-mystère. Info : Michèle, 798-3896.

Activités régulières :

Dîner au Club des Pionniers chaque jeudi. Tous sont les bienvenus.

RÉGION SAINT-PAUL

Le samedi 7 mars - Cabane à sucre : repas délicieux, soirée dansante, spectacle d'**Angèle Arsenault**. À compter de 14 h au Centre scolaire-communautaire. Info : 645-4800.

Le samedi 14 mars - Concert annuel des Blés d'Or au Centre scolaire-communautaire à 19 h 30.

Le dimanche 22 mars - Brunch à 10 h 30 au Centre scolaire-communautaire organisé par le comité des jeunes au profit de leur comité. Info : 645-4800.

Les lundi 23 (de 13 h à 21 h) et mardi 24 mars (de 9 h à 16 h 30) - Salon du livre au Centre culturel. Info : 645-4800.

Les vendredi 26 et samedi 27 mars - Une fois n'est pas coutume, pièce créée par le Cercle dramatique de Saint-Paul à 20 h au théâtre de la régionale. Info : 645-4800.

Activités régulières :

Alpha-familiale tous les lundis de 15 h 30 à 17 h 30. Info : 645-6604.

Le club des devoirs tous les mardis et jeudis de 15 h 30 à 16 h 30. Info : 645-6604.

Mouvement des Femmes chrétiennes se rencontre le deuxième lundi de chaque mois à 19 h 30 à la salle Larose.

RÉGION DE RIVIÈRE-LA-PAIX

Samedi 7 mars - Jour du Chinook à Girouxville. Info : 837-2296.

Samedi 21 mars - Portes-ouvertes à l'A.C.F.A. de 13 h à 16 h. Venez rencontrer le nouvel exécutif et connaître les locaux et services de CKRP et l'A.C.F.A. en mangeant un beigne et buvant un café. Info : 837-2296.

Activités régulières :

GIROUXVILLE - **Musée** sur la grande rue. Ouvert de lundi à vendredi, 10 h à 17 h. Et les dimanches de 13 h à 17 h ; 3,00 $ pour adultes, 1,50 $ pour étudiants. Info : Monique au 323-4252.

SAINT-ISIDORE - Le ***Bar-Bar***, seul bar francophone du nord de l'Alberta, vous invite à participer à ses activités tous les SAMEDIS au Centre culturel de Saint-Isidore. Info ou suggestions : Sophie, au 624-5635.

TANGENT - Le **Club des aînés** se rencontre pour jouer aux cartes et d'autres jeux les mardis au Centre culturel. Info : Irène, au 359-2136.

TANGENT - Le **Club de bridge** se rencontre au Centre culturel les lundis à 19 h 30. Info : Philippe, au 359-2127.

TANGENT - La **Bibliothèque communautaire de Tangent** est ouverte les lundis et mardis de 19 h à 23 h, les vendredis de 13 h à 17 h. Info : Jeannette, 359-2182.

FALHER - La **joujouthèque/mini centre de ressources** située au local du CREF au Centre Notre-Dame ouvre ses portes le lundi au jeudi de 9 h à 16 h 30. Membership : 20$/membres de CREF, 35$/non-membres. Gratuit pour les enfants qui participent au programme préscolaire. Info : Isabelle 837-3400.

DONNELLY - **Centre historique de Donnelly** de la Société historique généalogique de Smoky River offre des cours de généalogie amateur les jeudis soirs. Ouvert de 19 h à 22 h. Cotisation : 15$. Info : Paul Charest, 323-4604. Télécopieur : 925-2203. Courrier électronique : genealfa@telusplanet.net Site : http://www.telusplanet.net/public/genealfa/



Jeux francophones de l'Alberta:

On se prépare tranquillement

PATRICIA HÉLIE
Edmonton

Les sixièmes Jeux francophones de l'Alberta auront lieu du 15 au 18 mai prochain, à Edmonton. Même si le printemps peut paraître encore loin, l'événement arrive plus vite qu'on peut l'imaginer et les organisateur s'affairent à la tâche avec ardeur.

Dernièrement, le comité organisateur a été formé et pourra donc maintenant se retrousser les manches afin d'organiser le rassemblement annuel. Le comité est formé de Denis Perreaux au poste de président, Marie-Claude Laroche en tant que directrice du développement régional, Renée Levesque à la direction de la gestion des bénévoles, Josée Gélinas au poste de directrice des finances, Chantale Bérard en tant que directrice des services généraux, Alain Vaillancourt comme directeur médical et de sécurité, Caroline Gobeil à la direction du marketing et Claude St-Onge à la direction de la programmation culturelle.

Évidemment, les Jeux francophones de l'Alberta pourraient difficilement avoir lieu sans les services d'un directeur de la programmation sportive, poste qui demeure, pour l'instant, toujours vacant. Les personnes qui seraient intéressées à donner de leur temps dans ce secteur son invitées à communiquer avec Denis Perreaux au 465-8775.

Sous le slogan *Attache tes souliers, ça va brasser!*, les sixièmes Jeux francophones de l'Alberta auront lieu en collaboration avec La Faculté Saint-Jean, l'organisme hôte, qui soulignera également son vingtième anniversaire en tant que Faculté de l'Université de l'Alberta.

Les derniers Jeux à avoir eu lieu dans la région d'Edmonton étaient les quatrièmes (St-Albert), en 1996, et avaient également été présidés par Denis Perreaux.



Mécaniciennes ou mécaniciens d'automobiles

Ministère de la Défense nationale

Camp Wainwright (Alberta)

Postes offerts aux personnes résidant à Wainwright (Denwood), en Alberta, et dans les environs.

Le ministère de la Défense nationale sollicite des candidatures afin de pourvoir des postes temporaires prenant fin en juin 1998, avec possibilité de prolongation. Vous toucherez un salaire horaire de **15,63 $**, pour une semaine de travail de 40 heures.

Pour accéder à l'un de ces postes, vous devez posséder un certificat valide d'ouvrière spécialisée ou d'ouvrier spécialisé de l'Alberta ou de niveau interprovincial, ou être admissible à l'obtenir, à titre de mécanicienne ou mécanicien motoriste. Vous avez une expérience satisfaisante dans l'entretien de moteurs à essence et de moteurs diesel ainsi que de leurs composantes, y compris des systèmes à injection pour ces deux types de moteur, et connaissez très bien les véhicules moteurs. Vous détenez également un permis de conduire de classe 5 de l'Alberta. Enfin, vous devrez accepter d'accomplir des tâches de récupération en disponibilité et possédez des bottes de sécurité homologuées ACNOR.

La maîtrise de l'anglais est essentielle.

Veuillez acheminer votre curriculum vitæ, indiquant clairement en quoi vous répondez aux critères énoncés et en y annexant une copie de votre certificat d'ouvrière spécialisée ou d'ouvrier spécialisé et de votre permis de conduire ainsi qu'une preuve de votre citoyenneté, d'ici le **11 mars 1998**, en indiquant le numéro de référence **DND-7558CR75-N**, au **ministère de la Défense nationale, Centre de formation de la région de l'Ouest, Camp Wainwright, Bureau du personnel civil, Édifice 462, Denwood (Alberta) T0B 1B0. Télécopieur : (403) 842-1805**

Nous remercions tous ceux et celles qui soumettent leur candidature; nous ne communiquerons qu'avec les personnes choisies pour la prochaine étape.

La préférence ira aux personnes de citoyenneté canadienne.

Nous souscrivons au principe de l'équité en matière d'emploi. This information is available in English.

Commission de la fonction publique du Canada — Public Service Commission of Canada

Canada

APPEL D'OFFRES

Contractuel(e) agissant comme chef de mission pour Centralta aux Jeux francophones de l'Alberta en mai 1998.

Tâches:

- Recruter les athlètes dans les écoles francophones et d'immersion des communautés suivantes:

St-Albert	Beaumont,
Morinville,	Sherwood Park,
Legal,	Stony Plain et Spruce Grove.

- Assurer le recrutement et la coordonation des bénévoles, entraîneurs, accompagnateurs et surveillants
- Participer aux réunions du comité organisateur des Jeux
- S'occuper des bénévoles durant les Jeux
- Être le grand responsable de la délégation

Exigences:

- Être doué(e) pour travailler avec la jeunesse
- Être autonome
- Avoir accès à une automobile et être capable de se déplacer
- Avoir de l'entregent

Salaire: à négocier

Date limite: le 25 février 1998

Entrée en fonction: le 1er mars 1998

Faire parvenir votre curriculum vitae à:



ACFA Centralta
David Fréchette
C.P. 507
Legal (Alberta)
T0G 1L0
Tél.: 961-3665

Malheureusement, on ne meurt pas toujours d'un crise cardiaque.

(Mais on vit toujours dans la crainte de la suivante.)

Mourir d'une maladie cardiaque n'est pas ce qu'il y a de plus pénible. Y survivre est une autre histoire. Certains restent paralysés, d'autres souffrent de dommages irréversibles au cerveau. Tous vivent dans la peur. Depuis 1955, nous avons réduit de moitié le taux de décès dus aux maladies cardiovasculaires et aux accidents vasculaires cérébraux. Si seulement nous pouvions réduire d'autant la peur.

1-800-567-8563 ou (514) 871-1551



Donnez: Nous n'avons fait que la moitié du chemin.

NC

CWB

La Commission canadienne du blé

Agent régional

La Commission canadienne du blé, office de commercialisation de céréales de dimension internationale, cherche à combler le poste d'agent régional. Sous l'autorité du chef responsable des agents régionaux, le titulaire sera charger d'assurer la communication entre la communauté agricole et le siège social de l'organisation. Pour ce faire, il fournira des renseignements directement aux producteurs, aux directeurs de silo, aux représentants officiels des compagnies céréalières et du personnel de la CCB.

QUALITÉS REQUISES: Les candidats doivent détenir un baccalauréat en sciences ou un diplôme en agriculture et posséder au moins trois années d'expérience dans le milieu agricole. La personne retenue sera hautement motivée et pourra communiquer parfaitement oralement et par écrit. Elle devra avoir une connaissance approfondie du secteur céréalier canadien et du fonctionnement de la CCB. Elle devra également pouvoir traiter des questions délicates avec jugement, tact et diplomatie et savoir utiliser un ordinateur personnel. La langue de travail est l'anglais.

La Commission canadienne du blé offre des salaires concurrentiels, une gamme complète d'avantages sociaux ainsi que d'excellentes conditions de travail. Les personnes intéressées sont priées de présenter leur candidature par écrit, en prenant soin de joindre leur curriculum vitae, d'indiquer leurs attentes salariales et de fournir des références, au plus tard le vendredi 20 février 1998, à l'adresse suivante:

Direction des ressources humaines
La Commission canadienne du blé
C.P. 816, succursale Main
Winnipeg (Manitoba) R3C 2P5
ou, par télécopieur au (204) 983-1209



La Commission canadienne du blé

La CCB est l'un des plus grands exportateurs de blé et d'orge au monde, et son chiffre d'affaires annuel dépasse 6 milliards de dollars. La CCB vend les céréales des Prairies dans plus de 70 pays à travers le monde. À titre d'office de mise en marché à comptoir unique au service des agriculteurs, la CCB remet le produit intégral de ses ventes aux producteurs de blé et d'orge de l'Ouest canadien, déduction faite de ses frais de commercialisation.

Directeur

Groupe chargé de la politique générale

La Commission canadienne du blé cherche à combler le poste de directeur du groupe chargé de la politique générale. Sous l'autorité de la Commission, le titulaire sera chargé de diriger les activités de recherche menées à la CCB concernant la politique générale et les marchés. Ces activités contribuent de manière essentielle à l'élaboration de la stratégie et de l'orientation de la CCB.

Les candidats doivent détenir une maîtrise en sciences économiques, en économie rurale ou dans une discipline connexe. Le fait de détenir un doctorat sera un atout. Le candidat retenu devra posséder des compétences reconnues à titre de chef d'équipe et avoir une connaissance pratique du secteur céréalier canadien; il devra en outre posséder d'excellentes compétences en communication orale et écrite ainsi qu'un grand sens de l'analyse et de la prise de décisions. La langue de travail est l'anglais.

La Commission canadienne du blé offre des salaires concurrentiels, une gamme complète d'avantages sociaux ainsi que d'excellentes conditions de travail. Les personnes intéressées sont priées de présenter leur demande par écrit, au plus tard le vendredi 20 février 1998, en prenant soin de joindre leur curriculum vitae, d'indiquer leurs attentes salariales et de fournir des références.

Direction des ressources humaines
La Commission canadienne du blé
C.P. 816, succ. Main
Winnipeg (Manitoba) R3B 1B3
Télécopieur: (204) 983-1209

Envirofaits...

(EN)-Quoique les émissions de dioxyde de carbone par les véhicules à moteur ait diminué avec l'amélioration du rendement énergétique des véhicules, les émissions totales ont augmenté légèrement entre 1990 et 1995 à cause de la hausse du nombre de véhicules sur les routes et de l'utilisation accrue de l'automobile. Les véhicules sont à l'origine de pratiquement 11 p. 100 des émissions totales de dioxyde de carbone.

Envirofaits...

(EN)-La consommation d'énergie à la maison et par les voitures équivalent à environ 25 p. 100 de l'ensemble des émissions de gaz à effet de serre au Canada, émissions qui contribuent au changement climatique. Cette proportion représente environ 5 500 kilogrammes d'émissions de dioxyde de carbone par personne par an.

Envirofaits...

(EN)-Une amélioration de la consommation d'essence moyenne de l'ensemble des voitures canadiennes de l'ordre d'un litre sur 100 kilomètres parcourus suffirait à réduire les émissions de dioxyde de carbone qui contribuent au changement climatique d'environ 3,3 millions de tonnes par an.

Envirofaits...

(EN)-La famille canadienne moyenne consomme jusqu'à 12 arbres par an sous forme de produits de papier, dont la plupart finissent dans les dépotoirs et les sites d'enfouissement. Le recyclage des produits de papier sauve des arbres. Les arbres absorbent du dioxyde de carbone qui contribue considérablement au changement climatique.

PETITES ANNONCES

Dans le but de vous offrir un meilleur service Le Franco vous offre une chronique de petites annonces.
Tarifs: 7 $ pour 20 mots ou moins pour 1 semaine; 12 $ pour 20 mots ou moins pour 2 semaines. Plus de 20 mots: 10¢ de plus par mot. Annonces encadrées: ajoutez 3,50 $ pour l'encadrement. **Vous devez calculer 7% de TPS.**
Toutes les petites annonces doivent nous parvenir accompagnées du paiement: chèque ou mandat-poste à notre bureau avant le lundi midi. Aucune annonce ne sera acceptée par téléphone. Toute annulation peut être faite par téléphone en composant le **465-6581** avant le lundi midi. Nous n'acceptons pas les frais d'appel. Faites votre chèque ou mandat-poste à l'ordre de:

Le Franco, 201, 8527-91e rue, Edmonton (Alberta), T6C 3N1

LE FRANCO 465-6581



Érablière Lachance
Placez vos commandes pour tous vos besoins de produits d'érable avant le 1er avril 1998. Téléphonez à Daniel au 465-6019 (6-3)

ASTROLOGIE, VOYANCE, TAROT, NUMÉROLOGIE
Je me présente, Justine, j'ai plus de 39 années d'expérience en voyance. Mes collègues sont Nicole, Marie-Huguette et Mindy. Elles ont 30 années et plus d'expérience.
Nous sommes de véritables voyantes, hautement qualifiées. vous serez surpris par l'extrême précision de nos prédictions.
Cet appel pourrait changer votre vie, Amour, Argent, Santé, Travail
Tél.: 1-900-451-5276 (24 heures) 3,79$ la minute

Unique Essential Centre



Nouvelle vision esthétique sur rendez-vous
447-5629

Facial
Pedicure
Manicure
Soins du corps
Épilation

produits techniques
Phytobiodermie



Nettoyage de tapis, fauteuils et plafonds avec le système
Fabri Zone

Tapis nettoyés, purifiés et secs en dedans de 2 heures

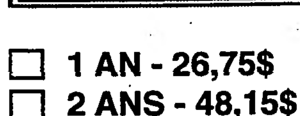
J.-M. Cadrin
8829 - 95e Rue
Edmonton, Alberta
T6C 3W6

Service (24 heures)
426-6625
Rés.: 468-3067
Téléc.: 463-2514

LE FRANCO
465-6581

Abonnez-vous dès maintenant!





- ☐ **1 AN - 26,75$**
- ☐ **2 ANS - 48,15$**
- ☐ **HORS CANADA - 1 AN - 51,36$**

(TPS incluse - tous les tarifs)

N.B.: Les membres de l'ACFA reçoivent un abonnement GRATUIT au FRANCO. Adressez-vous au bureau de votre régionale pour devenir membre.

Nom: ....
Adresse: ....
Ville: .... **Province:** ....
Code postal: ....
Téléphone: ....

Votre chèque du mandat de poste libellé à l'ordre du Franco (En lettres moulées S.V.P.)

201, 8527 - 91e rue, Edmonton, Alberta, T6C 3N1
Téléphone: 465-6581, Télécopieur: 465-3647
Courrier électronique: lefranco@compusmart.ab.ca



Paroisses francophones
Messes du dimanche

CALGARY

Ste-Famille
1719 - 5 rue S.O.
Samedi: 17h
Dimanche: 10h30

CENTRALTA

Legal
Paroisse St-Emile
dimanche: 11h00

St-Albert
Chapelle Connelly-McKinley
9, Muir Drive
Dimanche: 10h

EDMONTON ET ALENTOURS

St-Thomas d'Aquin
8410-89e rue
Samedi: 16h30
Dimanche: 9h30 et 11h

Immaculée-Conception
10830-96e rue
Dimanche: 10h30

Ste-Anne
9810-165e rue
Dimanche: 10h30

Paroisse St-Joachim
9928-110e rue
Mer., ven. et sam. 17h
Dimanche: 10h30

Beaumont, St-Vital
4905-50e rue
Dimanche: 9h30

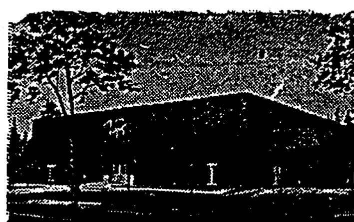
ST-ISIDORE

Paroisse St-Isidore
Dimanche: 11h30

ST-PAUL

1er, 3e et 5e samedi à 19h30
Dimanche: à 9h30

Connelly McKinley Ltd.
Salon funéraire



10011 - 114e Rue
Edmonton, Alberta
422-2222

9, Muir Drive
St-Albert
458-2222

256, rue Fir
Sherwood Park
464-2226

DONNEZ À QUELQU'UN UNE DEUXIÈME CHANCE!
Discutez du don d'organes avec votre famille.
LA FONDATION CANADIENNE DU REIN

ÉGLISE CHRÉTIENNE SOURCE D'EAU VIVE
Source d'Eau
Présente: SON DE LOUANGE
Tous les dimanches matin de 8h45 à 9h00
sur les ondes de C.K.E.R. 101.9 FM
Pour commentaires et informations, appelez-nous
C.P. 37059, Lynnwood Postal Outlet
Edmonton, Alberta, T5R 5Y2
Tél: (403) 481-9691

SIMPLE OUVERT UNIQUE RÉEL COURRANTE ÉVANGÉLIQUE



DR COLETTE M. BOILEAU
DENTISTE

350, West Grove Professional Bldg.
10230 - 142e Rue, Edmonton, Alberta T5N 3Y6

Tél.: 455-2389

CADRIN DENTURE CLINIC
Bernard Cadrin

Édifice G.B. 9562 - 82e Avenue
Edmonton, Alberta T6C 0Z8
Entrée ouest, plancher principal
Bur.: **439-6189** Rés.: **465-3533**

DR R.D. BREAULT
• DENTISTE •

Strathcona Medical Dental Bldg.
Pièce 302, 8225 - 105e Rue, Edmonton, Alberta T6E 4H2
Tél.: 439-3797

Dr Léonard Nobert
Dentiste

54 Rue St. Micheal, St-Albert, Alberta T8N 1C9
Téléphone: 459-8216

Dr J. Georges Sabourin
B.A., M.D., F.R.C.S. (C)

303 Hys Centre • 11010 - 101e Rue
Edmonton, Alberta T3H 4B8

Obstétricien **Tél.: 421-4728** *Gynécologue*

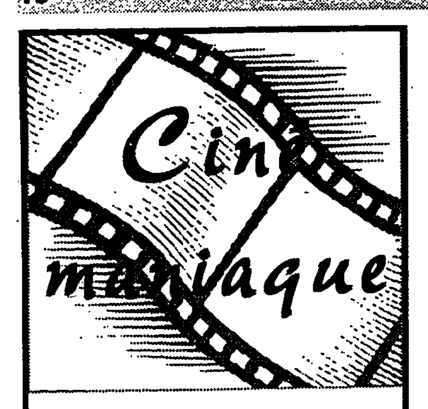
DUROCHER SIMPSON
AVOCATS
Service personnalisé et efficace
d'une équipe d'avocats expérimentés
Contactez: Me Allan W. Damer, avocat
EDMONTON: 801 Esso Tower, Scotia Place,
10060 avenue Jasper
Tél.: 420-6850
MORINVILLE: 10201 100 avenue
Tél.: 939-2936 (mardi et jeudi)

McCuaig Desrochers
BARRISTERS SOLICITORS AVOCATS NOTAIRES

Au service de la francophonie albertaine

2401 Toronto Dominion Tower
Edmonton Centre N.W.
Edmonton ab T5J 2Z1

Tél.: (403) 426-4660
Fax.: (403) 426-0982



ALIEN RÉSURRECTION

On aurait pourtant cru, après *Alien3* dans lequel Rippley (Sigourney Weaver) mourait en détruisant la bébitte, que la saga se terminerait là. On se trompait.

Alien Resurrection se déroule 200 ans après la mort de Rippley. Des ingénieurs génétiques, sous l'autorité d'un général de l'armée, cherchent à recréer Rippley à partir d'échantillons de sang contenant son ADN et celui de la bébitte qui l'habitait.

On y parvient, mais le résultat ne sera pas exactement celui qu'on espérait. C'est tout ce qu'on peut révéler de l'histoire sans vendre la mèche.

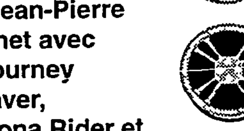
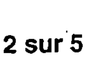
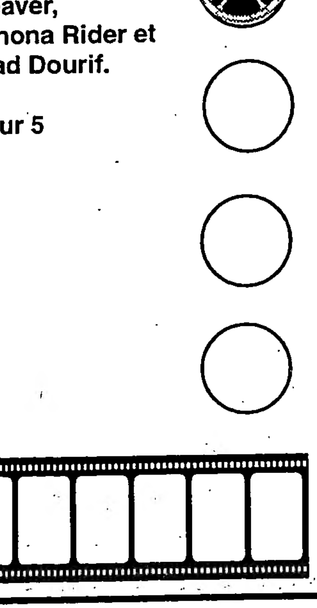
La première nouveauté du film, c'est à la réalisation qu'on la trouve avec Jean-Pierre Jeunet, un artiste visuel qui a démontré son brio en créant la magie visuelle de *Delicatessen*. Forcé ici de réaliser le scénario d'un autre, il parvient à soulever un récit en soi plutôt quelconque par un choix de distribution et des éclairages très dérangeants.

Peu de personnages échappent au regard acéré de Jeunet: pas de bons d'un côté et de méchants de l'autre, mais des exemples d'humanité qui vivent en marge, en dehors, à l'extérieur des normes et dont les motivations ne sont pas toujours claires. Même Rippley ressuscitée, avec son étrange regard et les nouvelles particularités de son corps, demeure un mystère, sans parler de la fausse innocence du personnage interprété avec beaucoup de vulnérabilité par Winona Rider, et la distance entre les « héroïnes » et le spectateur se maintient tout au long du film.

Malheureusement, le déroulement de l'histoire est tellement linéaire que l'ennui s'installe. Comme la grande majorité des films d'horreur, on ne se pose pas la question à savoir si quelqu'un sera tué, mais plutôt qui survivra. Et on le sait presque dès le départ. Reste les différentes façons de mourir. Reste aussi les différents plans de la bébitte, de dos, de face, de profil et de trois-quarts. Toute gluante avec ses quadruples mâchoires, elle demeure répugnante, mais n'est plus aussi terrifiante.

Visuellement riche, pauvre en contenu. Une phrase qui illustre bien le mal endémique dont souffre Hollywood depuis trop longtemps.

Alien Resurrection **de Jean-Pierre Jeunet avec Sigourney Weaver, Winona Rider et Brad Dourif.**

2 sur 5

...(lecteur) suite de la page 4

mais dans le contexte de cette demande, il est peut-être pertinent de rappeler certaines expériences difficiles, et même de parler de réparations comme l'a recommandé la Cour suprême en 1990, en invoquant le rapport majorité/minorité.

Mais revenons à la question qui doit nous interpeller.

Dans un sens, quand l'ironie de la vie nous est familière, cette école sans nom porte en effet le non-nom qui lui convient: n'est-elle pas perdue quelque part à Edmonton, isolée, noyée dans un quartier de la ville également sans nom (je parle ici d'une perspective descriptive seulement), anodin, sans repères ni références? Cet anonymat existentiel correspond au statut de la langue et de la culture française dans ce quartier. Or, une langue vue, entendue et parlée par d'autres à l'extérieur du circuit familier/familial s'affirme dans l'espace, s'érige en valeur, et efface la sorte de schizophrénie langagière ambiante qui la dévalorise et affecte négativement le rapport que l'enfant entretient avec sa langue. Plus que cela, et du côté positif de l'échiquier, depuis que le renouvellement de la francophonie a pris son élan avec la création d'écoles françaises, il s'est créé dans le quartier Bonnie Doon une sorte de French Quarter reconnu, identifié et identifiable même par la majorité. La Cité francophone qui rassemble d'autres éléments significatifs dans un ensemble social normal, représente un autre pilier essentiel dans l'aménagement d'un espace francophone valorisant, qui permet enfin l'établissement d'institutions et de société pouvant assurer un dynamisme et une vitalité et même, n'est-il pas permis de rêver, sa pérennité...

En somme, tout y est maintenant dans ce quartier et dans ses environs immédiats: l'école française de la maternelle à la douzième, l'éducation universitaire (Faculté Saint-Jean) et La Cité qui, en plus d'être un lieu de rassemblement culturel, abrite un nombre important de sociétés et d'associations francophones. La francité s'y étale et semble vouloir s'imposer comme la fameuse grenouille de Lafontaine (celle du début du récit seulement...).

Mais il y manque quelqu'un/quelque chose: l'école «publique» française et son potentiel d'attrait pour une francophonie enrichie et numériquement plus solide.

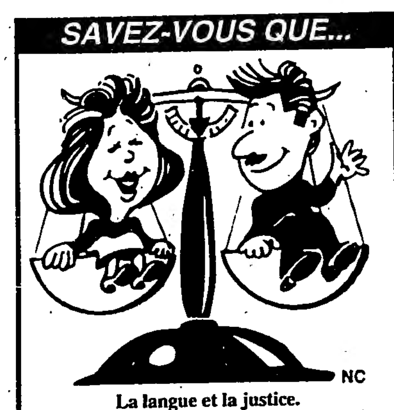
Dans le contexte d'une francophonie de moins en moins homogène, d'une francophonie qui ne peut que s'enrichir de la différence, d'une francophonie qui cherche à consolider ses acquis, entre autres, en augmentant ses nombres, qui cherche à offrir une éducation française à tous les ayant-droits (définis par la loi, ou autrement...) qui a déjà établi une politique de réparation avec la création de classes d'accueil (réparation dont pourraient enfin jouir les exclus d'hier chez qui le français a toujours été une nécessité) qui comprend un des arguments de la Cour suprême voulant que la suppression d'offre active de services équivaille à une négation de la demande: nous vous demandons, M, Tardif, à vous et votre conseil, d'entreprendre - avec la moitié de l'énergie que nous souhaitons, c'est-à-dire, avec urgence - les démarches nécessaires pour rapatrier notre école du côté sud de la rivière, à proximité du quartier francophone où habite la majorité des élèves actuels et des autres y postulant, pour qu'en septembre 1998, elle ait trouvé sa place et ajouté sa présence dans la communauté.

Comme je l'énonçais plus haut, cette lettre est un appel à la solidarité, mais elle est aussi un appel à l'aide et à la générosité...

Sincèrement,

Paul Dubé

SAVEZ-VOUS QUE...



La langue et la justice.
La *Loi sur les langues officielles* reconnaît que le français et l'anglais sont les langues officielles des tribunaux fédéraux et que chacun a le droit d'employer l'une ou l'autre dans toutes les affaires dont ils sont saisis ainsi que dans les actes de procédure qui en découlent.